

**GLAVERBEL**  
**un dossier**  
**brûlant**

par Pierre Joye  
et Rosine Lewin



Jacques ARON

**Le sionisme**  
**face à l'ONU**

Jean BLANKOFF

**Verhaeren**  
**et la Russie**

# CAHIERS MARXISTES

**revue mensuelle**

Nouvelle série N° 20 (39)

6<sup>me</sup> année — Décembre 1975 — 50 F

## Sommaire

---

### **Le dossier Glaverbel**

Pierre Joye

Regards sur l'industrie du verre p. 2

Rosine Lewin

Un an de luttes pour l'emploi p. 9

---

Jacques Aron

L'O.N.U. et le sionisme p. 25

---

Jean Blankoff

Emile Verhaeren et la Russie p. 29

---

Lire des livres p. 45

**Comité de patronage :** Edmond Dubrunfaut, Robert Dussart, René Noël, Willy Peers,  
Roger Somville, Jean Terfve

**Comité de rédaction :** Jacques Aron, Jean Blume, Francis Chenot, Augustin Duchateau,  
Pierre Joye, Rosine Lewin, René Lonnoy, Jacques Moins, Jacques Nagels,  
Claude Renard, Christian Vandermotten, Jean-Paul Vankeerbergen

**Rédacteur en chef :** Rosine Lewin

Edité sous le patronage de la Fondation Joseph Jacquemotte

## Le dossier Glaverbel

Le dossier Glaverbel est volumineux : études sur la concentration de l'industrie verrière et sur la stratégie du trust BSN, protocoles d'accord passés entre patronat, gouvernement et organisations syndicales, documents parlementaires, innombrables articles de journaux et revues.

Le dossier Glaverbel est brûlant. Brûlant de la lutte intelligente et persévérante de milliers de travailleurs d'un secteur arbitrairement menacé de démantèlement. Brûlant par sa valeur exemplaire : partie de la division de Gilly qui représente quantitativement un atelier d'importance à peine moyenne, la lutte des verriers a mis en échec les plans d'une puissante multinationale. La lutte pour l'emploi n'est donc pas un vain combat d'arrière-garde. A Glaverbel, elle a marqué des points importants.

Mené sous l'égide du front commun syndical, ouvriers et appointés solidaires, le combat des verriers a dès le début de l'année acquis une dimension régionale ; la dimension interprofessionnelle lui fait encore défaut. Et si d'utiles contacts avec des verriers français et allemands ont été établis, on n'oserait encore parler d'une structure syndicale à l'échelle européenne.

Sur le plan politique, des appuis ont été d'emblée cherchés et obtenus, tant à l'entreprise qu'au niveau parlementaire. Pour maintenir le niveau de l'emploi, pour sauver l'industrie belge du verre et lui donner le développement qu'autorisent la science et la technique, il reste à consolider le regroupement des forces ouvrières et démocratiques intéressées à cette bataille. C'est un des objectifs essentiels de l'action des communistes.



## REGARDS SUR L'INDUSTRIE VERRIERE

La fabrication du verre remonte à la plus haute Antiquité car Egyptiens et Phéniciens le connaissaient déjà. Après Rome, Byzance hérita de cet art qu'on trouve ensuite solidement implanté à Venise qui garda pendant plusieurs siècles la suprématie de la joaillerie de verre et de la fabrication des glaces.

Ce sont des Vénitiens qui répandirent l'usage du verre dans nos provinces à la fin du Moyen Age. Les « fournaies à verre » installées dans les régions boisées du Hainaut et de l'Entre-Sambre-et-Meuse fabriquaient surtout des flacons et des fioles destinées le plus souvent à un usage pharmaceutique. Le verre à vitres demeurait un luxe réservé aux habitations princières et son usage était si restreint que les chroniqueurs le signalaient comme une rareté. Ce n'est qu'assez tard que l'usage du verre plat se répandit dans les cathédrales (vitraux) et les maisons d'habitation où il détrôna le parchemin huilé ou la mince feuille d'albâtre utilisés pour laisser passer un peu de lumière.

Par la suite, les fours à verre se multiplieront. Au 16<sup>e</sup> siècle, des verriers s'installeront dans les villes, à Anvers puis à Bruxelles, pour y fabriquer du « cristal de Venise », mais la production de ces articles de luxe cèdera la place aux fabrications courantes, la bouteille surtout. La houille se substituera au bois comme combustible, entraînant le déplacement des sièges de fabrication, particulièrement vers la région de Charleroi. Vers 1750, la concentration « sur le charbon » sera terminée. A ce moment, les verreries sont encore des entreprises modestes, occupant rarement plus de vingt ouvriers.

Pendant longtemps, la bouteille restera la principale industrie verrière du pays. Son importance diminuera ensuite au profit du verre à vitres. Au 19<sup>e</sup> siècle, l'industrie belge du verre connaîtra un essor qui lui permettra d'acquérir une place de premier plan sur les marchés internationaux. A la veille de la première guerre mondiale, la Belgique sera le plus grand exportateur de verre à vitres et de glaces.

### CARACTERISTIQUES DE L'INDUSTRIE VERRIERE BELGE

L'industrie du verre peut être divisée en quatre grandes catégories :

- le *verre plat* qui comprend des produits bruts (verre à vitres, verre coulé, glace polie et glace « flottée ») et des produits transformés (verre trempé, verre feuilleté, verre isolant, miroirs);
- le *verre creux* (bouteilles, flacons, produits de gobeletterie, cristal);
- le *verre technique* (ampoules d'éclairage, de radio et de télévision, articles de laboratoire, verres d'optique et de lunetterie);
- *fibres de verre* (utilisées pour l'isolation thermique et sonique, dans l'ameublement et la fabrication de plastiques renforcés, etc.).

Une des caractéristiques de l'industrie belge est d'être surtout axée sur le verre plat, qui constitue les deux tiers du tonnage produit. Le reste se compose essentiellement de verre creux, le verre technique et les fibres de verre intervenant seulement pour 5 %. Depuis une quinzaine d'années, le rythme de développement du verre plat est toutefois moins rapide que celui des autres produits.

Alors que la production totale de produits verriers a plus que doublé, celle du verre plat a seulement augmenté de moitié tandis que celle du verre creux quadruplait et que la fabrication de produits nouveaux s'accroissait à un rythme rapide : son volume a augmenté de quinze fois en dix ans.

Une autre caractéristique de la production belge est d'être vendue en grosse partie à l'étranger. Au début du siècle, les exportations de verre à vitres et de glaces représentaient plus de 90 % de la production. Si elles ont augmenté depuis lors en valeur absolue, leur importance relative a diminué mais elles constituaient encore 64 % de la production totale en 1974.

L'évolution de la main-d'œuvre occupée reflète les transformations qui se sont opérées depuis un siècle dans l'industrie verrière. Lors du recensement de 1846, celle-ci occupait environ 5.000 personnes. En 1880, elle compte déjà plus de 10.000 ouvriers, elle en occupe près de 24.000 en 1898, 30.000 en 1910 et le recensement de 1926 en dénombre plus de 36.000. C'est le maximum qui sera atteint. Après s'être stabilisés aux environs de 26.000 pendant les années '60 et être remontées à 27.690 salariés et appointés en 1970, les effectifs se réduiront progressivement par suite de la rationalisation et des difficultés survenues dans l'industrie verrière. En 1972, celle-ci n'occupe plus que 26.665 travailleurs et en décembre 1974, elle n'en compte plus que 23.460.

## LES TRANSFORMATIONS TECHNIQUES

L'industrie du verre est une de celles qui a connu les plus grandes transformations techniques.

Jusqu'au lendemain de la première guerre mondiale, le verre à vitres était fabriqué en utilisant le procédé du soufflage à bouche qui n'avait pas sensiblement varié depuis le temps des Pharaons. Tout au plus les fours à pots avaient-ils été remplacés, à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, par des fours à bassin qui permettaient une production ininterrompue.

Un premier procédé de fabrication mécanique mis au point aux Etats-Unis par l'*American Window Glass* vers 1902 permit de remplacer le soufflage à bouche par un soufflage à air comprimé. Et des méthodes plus perfectionnées furent inventées au cours des années suivantes. S'inspirant d'un procédé imaginé par l'Américain *Colburn* en 1905, deux de ses compatriotes, *Libbey* et *Owens*, inventèrent un système de fabrication mécanique par étirage horizontal qui fut appliqué à partir de 1915 aux Etats-Unis. De leur côté, deux ingénieurs belges, *Gobbe* et *Fourcault*, mirent au point un procédé de fabrication par étirage vertical qui fut expérimenté à partir de 1912 dans une usine de Dampremy.

Les deux procédés se répandirent rapidement car la verrerie mécanique permettait de réduire de quatre cinquièmes la main-d'œuvre nécessaire. Dès 1920, plusieurs usines belges s'équipèrent de machines Fourcault. Et, en 1921, une nouvelle société constituée avec l'appui du groupe Solvay et de la Société Générale, la future *Mecaniver*, édifia une vaste usine à Mol pour appliquer le procédé Libbey-Owens.



Des transformations importantes se produisirent également dans la *glacerie*, industrie implantée chez nous dès la première moitié du 19<sup>e</sup> siècle. La première usine fut installée en 1836 dans l'ancienne abbaye de *Sainte-Marie d'Oignies*, à Aiseau. La *Compagnie de Floreffe* fut constituée en 1853.

Bien que les glaces soient faites en verre comme les vitres, leurs techniques de fabrication furent longtemps tout à fait différentes. Jusqu'en 1914, la glace était obtenue par la technique de la coulée. Plus tard, on réalisa la coulée continue avec laminage direct. Le polissage fut également rendu continu et opéré sur les deux faces en même temps (procédés *Twin* et *Duplex*). Une modification technique importante survint dans les années '60 avec l'introduction du procédé de « *float glass* » (verre flotté) mis au point par la firme britannique *Pilkington* qui rapproche le verre à vitres de la glace. Ce procédé, qui peut être utilisé pour le verre à vitres, le verre coulé et la glace, fournit des produits de meilleure qualité et nécessite moins de main-d'œuvre, l'automatisation de la production étant poussée au maximum et la découpe se faisant par ordinateur. Une première installation de *float glass* fut construite à l'usine de Moustier de *Glaverbel* en 1965 et une seconde unité, de plus grande dimension, construite en commun par *Saint-Gobain* et *Franière*, fut mise en marche à Auvelais en 1970.

La mécanisation ne s'est pas opérée de façon aussi rapide pour le verre creux où de nombreux produits continuèrent pendant longtemps à être fabriqués de façon artisanale.

C'est le cas de la *cristallerie* qui jouit pendant longtemps d'une réputation enviable. La cristallerie de *Vonêche*, créée en 1802 par le Français *Aimé-Gabriel d'Artigues* occupa jusqu'à 700 ouvriers. Celle que ses collaborateurs *François Kemlin* et *Auguste Lelièvre* installèrent en 1825 au *Val-Saint-Lambert* connut un essor qui lui permit d'occuper près de 6.000 ouvriers à la veille de la première guerre mondiale.

Dans la *gobeletterie*, la production est entièrement mécanisée dans la division de Soignies de *Durobor*, société contrôlée par l'*Owens Illinois* américaine, mais les verres de cristal et de cristallin sont encore fabriqués selon les procédés manuels dans sa division de Manage. Il en va de même dans les autres gobeletteries, dont la situation est du reste devenue précaire.

Dans la *flaconnerie*, la première entreprise industrielle fut créée en 1898 à *Momignies*. Le soufflage à bouche, pratiqué jusqu'en 1932, céda alors la place aux machines semi-automatiques et par la suite, la production fut entièrement automatisée. La fabrication est également mécanisée à 100 % dans la *bouteillerie*.

Le verre technique et les fibres de verre sont surtout produits par des filiales de firmes étrangères. *Philips*, qui a une division verrierie pour la fabrication de tubes à Lommel, y a créé avec l'*Osram* allemande une filiale commune, l'*E.M.G.O.* qui fabrique des ébauches d'ampoules électriques. *Sylvania Benelux*, filiale de la *General Telephone & Electronics* américaine, fabrique des tubes cathodiques pour appareils de télévision à Tirlemont. *Owens Corning Fiberglass* a construit une usine de fibres de verre à Battice. *Pittsburg Corning* a installé une usine de *foamglass* (verre multicellulaire) à Tessenlo.

## LES PREMIERES CONCENTRATIONS

En 1846, l'industrie verrière compte 35 établissements Industriels occupant quelque 3.000 ouvriers et 595 ateliers d'artisans.

Le recensement de 1880 ne dénombre plus que 5 établissements artisanaux, mais le nombre d'entreprises industrielles est passé à 68 (dont 44 établissements de particuliers et 24 sociétés par actions) qui occupent 10.000 ouvriers. Et en 1898, bien que le tonnage produit ait triplé et que le nombre d'ouvriers soit passé à 23.600, il n'y a plus que 55 établissements : 23 fabriques de verre, 7 glaceries, 4 bouteilleries et 15 gobeletteries et cristalleries.

Un progrès technique survenu à la fin du 19<sup>e</sup> siècle avait produit cette première concentration : beaucoup de maîtres verriers furent éliminés parce qu'ils ne possédaient pas les ressources nécessaires pour remplacer leurs fours à pots par des fours à bas-sin coûtant 250.000 francs-or.

La généralisation des procédés de fabrication mécanique entraîna un mouvement de concentration beaucoup plus important dans l'entre-deux-guerres.

En 1930, une nouvelle société, *Univerbel* (Union des Verreries Mécaniques Belges) fut créée sous l'égide de la *Société Générale* pour réunir les installations de verre plat de treize sociétés utilisant le procédé Fourcault. En 1931, une autre société, *Glaver* (Glaces et Verre) fut créée pour réunir les usines utilisant le procédé Libbey-Owens : *Mecaniver* (usines de Mol et de Houdeng), les *Glaces de Charleroi* (usine de Roux), les *Glaces de Moustier-sur-Sambre* et la *Compagnie de Floreffe*. De leur côté, les *Glaceries de Saint-Roch* et les *Glaces d'Auvelais* créèrent en 1932 les *Glaceries de la Sambre* auxquelles elles apportèrent leurs installations de fabrication de glaces brutes de Jemeppe-sur-Sambre et d'Auvelais.

Ces regroupements visaient à préserver les positions des firmes les plus puissantes à un moment où la crise des années '30 avait réduit les débouchés en même temps qu'elle avait contraint les dernières verreries à soufflage à bouche à fermer leurs portes.

Les usines les moins bien équipées furent mises hors service. *Univerbel* ne maintint en activité que cinq de ses divisions où elle adopta le procédé Pittsburgh, un perfectionnement du système Fourcault. *Glaver* ferma les installations de la *Compagnie de Floreffe*. Les *Glaces de Sainte-Marie d'Oignies*, qui avaient participé à la création des *Glaceries de la Sambre*, furent désaffectées. Quelques outsiders, d'anciennes verreries à bouche, qui étaient réapparues sur le marché après s'être mécanisées, furent impitoyablement éliminées, absorbées ou rachetées en commun par *Univerbel* et *Glaver* pour être démolies.

## LA DEUXIEME VAGUE

En 1947, la Belgique comptait encore 47 entreprises verrières. Un quart de siècle plus tard, il n'en restait plus que 26 parmi lesquelles une demi-douzaine avaient été créées entre-temps. C'est qu'un nouveau mouvement de concentration commença il y a une quinzaine d'années, stimulé par la nécessité de disposer de capitaux plus considérables pour appliquer les techniques les plus récentes.

En 1960, deux entreprises du groupe Empain spécialisées dans



la fabrication de verre d'emballage (flacons et bouteilles) fusionnèrent pour former *Verlica-Momignies* qui construisit une nouvelle unité moderne à Ghlin.

En 1961, *Glaver* et *Univerbel* fusionnèrent pour former *Glaverbel* qui prit ensuite, en 1963, le contrôle des *Verreries E. Gobbe-Hocquemiller*, le dernier producteur indépendant de verre à vitres.

1963 vit la création des *Bouteilleries Belges Réunies B.B.R.* qui réunirent en une seule société les divisions spécialisées de toutes les entreprises exerçant une activité dans ce secteur : *Verlica-Momignies* (Mol), *Verreries des Hamendes* (Merksem) et *Verreries Bennert-Bivort* (Jumet). Par la suite, les *B.B.R.* reprirent les *Verreries de Fauquez* et, en 1974, *Empain* s'assura le contrôle de la société, regroupant ainsi sous son égide les principaux producteurs de produits d'emballage, *Verlica*, *B.B.R.* et *Momoplast* dont les activités sont réparties entre les sièges d'exploitation des trois sociétés : Ghlin, Momignies, Chimay, Fauquez, Jumet, Marchienne-au-Pont.

En 1964, les *Glacieries de Saint-Roch* absorbèrent les *Glacieries de la Sambre* et conclurent un accord technique et commercial avec la *Compagnie de Saint-Gobain* qui augmenta sa participation dans leur capital.

A la suite de ces différentes opérations, la production s'est trouvée concentrée dans un nombre réduit d'entreprises dans les principaux secteurs de l'industrie verrière. Il n'y a plus qu'un seul producteur de verre plat (*Glaverbel*) et deux producteurs de glaces (*Saint-Roch* et *Glaverbel*). Le groupe *Verlica-B.B.R.* fournit les deux tiers du verre d'emballage et la quasi-totalité des bouteilles. *Durobor* la plus grande partie des verres à boire.

Une nouvelle étape fut franchie après que le trust français *BSN* eut acquis le contrôle de *Glaverbel* en 1972. Cette opération fut suivie d'une série de mesures destinées à consolider la position de la société sur le marché belge. En 1973, *Glaverbel*, qui avait déjà racheté l'usine de Jumet des *Verreries des Hamendes* pour y fabriquer du verre à haute résistance (V.H.R.) en 1968, reprit la totalité du capital de *Ballotini Europe* rebaptisée *Sovitec* (microsphères de verre) et de la société *Multipane* (doubles vitrages) et acquit le contrôle de *Mirox* (Miroiteries de Charleroi) et de la *Splintex belge* (verre de sécurité).

Pour consolider ses propres positions, *Saint-Gobain* procéda à une restructuration de ses intérêts en Belgique en s'assurant le contrôle complet des *Glacieries de Saint-Roch* auxquelles il fit apport de ses participations dans la *Glacerie de Franière* et dans les *Glacieries réunies* (vitrages de sécurité, à Jemeppe-sur-Sambre).

De ce fait, l'industrie belge du verre se trouve dominée par deux sociétés géantes, *Glaverbel* et *Saint-Roch*, qui sont l'une comme l'autre les filiales de trusts français plus puissants, *BSN* et *Saint-Gobain*.

## L'OPERATION BSN-GLAVERBEL

En 1961, la société *Glaverbel* issue de la fusion de *Glaver* et d'*Univerbel* exploitait sept usines : les verreries de Lodelinsart, Gilly, Houdeng-Goegnies, Zeebrugge et Mol, l'usine de verre coulé de Roux et la glacerie de Moustier-sur-Sambre. Elle possédait aussi un laboratoire de recherches à Gilly et un centre d'études de matières rétractaires à Roux.



Peu de modifications furent opérées au cours des dix années suivantes. La principale fut la construction d'une ligne de « float glass », la première installée sur le continent européen, qui entra en activité à Moustier-sur-Sambre en 1965. En 1969, un atelier produisant du verre de sécurité V.H.R. fut installé à Jumet où fut également construit un nouveau centre de recherches et, par la suite, une nouvelle ligne de verre feuilleté qui entra en activité à la fin de 1972. Entre-temps, le siège social de la société avait été transféré, en 1967, dans les nouveaux bâtiments construits à grands frais à Watermael-Boitsfort.

Si *Glaverbel* ne fit pas preuve de beaucoup de dynamisme en Belgique, elle augmenta systématiquement ses intérêts à l'étranger si bien qu'en 1971, elle y comptait six filiales absolues ou a participation majoritaire : *De Maas*, aux Pays-Bas, *Vetrobel* en Italie et *Glaverbel Verrerie Limitée* au Canada (producteurs de verre plat), *Hardmaas* aux Pays-Bas (verre de sécurité), *Bauglasindustrie* en Allemagne fédérale (verres profilés) et *Thermopane (Schweiz)* en Suisse (vitrages isolants). *Glaverbel* avait également des filiales communes avec d'autres groupes aux Etats-Unis (*Franklin Glass* et *Virginia Glass*), en Argentine (*Vasa*) et au Brésil (*Providro*) et des intérêts dans diverses autres sociétés en Espagne, en Iran, au Chili, en Israël et en Turquie.

En Belgique, par contre, le nombre de travailleurs occupés par *Glaverbel* diminua peu à peu. En 1962, la société occupait 12.000 ouvriers et appointés, soit 45,7 % des effectifs totaux de l'industrie verrière belge (26.245); en 1971, elle n'en occupait plus que 9.500, soit 35,6 % des effectifs totaux (26.665) (1).

Et si le chiffre d'affaires de *Glaverbel* augmenta en valeur absolue au cours de ces dix années, passant de 3.428 millions F en 1961 à 5.597 millions F en 1971, sa position s'affaiblit par rapport à la valeur des livraisons totales de l'industrie verrière belge. Alors que *Glaverbel* intervenait pour 52,3 % des livraisons totales en 1961, sa part ne représentait plus que 37,2 % en 1971.

En même temps, la situation financière de *Glaverbel* se détériora. Malgré l'augmentation du chiffre d'affaires et l'accroissement de la productivité dont témoigne la baisse des effectifs, les bénéfices de la société furent très irréguliers. De 227 millions F en 1961, ils descendirent à 87 millions F en 1965, remontèrent ensuite jusqu'à 168 millions F en 1969 pour diminuer de nouveau au point de ne plus atteindre que 104 millions F en 1970 et 60 millions F en 1971.

Des erreurs de gestion expliquent sans doute la médiocrité de ces résultats : l'importance excessive accordée au marché américain protégé à partir de 1962 par des mesures protectionnistes, la dispersion extrême des prises de participation à l'étranger, la construction à des fins de prestige du siège social de Boitsfort dont le coût équivalait, à l'époque, à celui d'une nouvelle ligne de « float » dont l'installation fut retardée.

Toujours est-il qu'en 1972, la direction de *Glaverbel* fut amenée à constater que ses propres ressources ne lui permettaient pas de réaliser le programme d'investissements de 2 1/2 milliards F éla-

(1) Au 31 juillet 1974, les effectifs occupés par *Glaverbel* proprement dit auront été ramenés à 8.500. Si on ajoute à ces chiffres le personnel occupé dans les entreprises absorbées par *Glaverbel* après 1962 (*Mirox*, *Multipane*, *Splintex*, etc.) le effectifs totaux occupés sont passés de près de 14.000 en 1962 à 10.000 au 31 juillet 1974.

boré en 1970 qui prévoyait notamment la construction d'une deuxième ligne de float de plus grande dimension à Moustier-sur-Sambre.

A ce moment, le capital de *Glaverbel* était réparti entre quatre groupes industriels ou financiers dont aucun ne possédait une participation majoritaire : le groupe *Boël* (29,3 % du capital), la *Société Générale* (28,7 %), *BSN* (25,7 %) et *Saint-Gobain* (16,3 %). Le conseil d'administration de la société comprenait des représentants de ces quatre groupes.

Plusieurs possibilités furent envisagées :

- le maintien du caractère belge de *Glaverbel* par une augmentation de capital souscrite par la *Société Générale* et le groupe *Boël* et le lancement d'un emprunt assorti d'une aide de l'Etat ;
- la fusion de *Glaverbel* et des *Glaceries Saint-Roch* sous l'égide de *Saint-Gobain* ;
- la reprise de *Glaverbel* par *BSN*.

C'est la dernière de ces solutions qui fut adoptée.

La *BSN* (Boussois Souchon Neuvesel) est née de la fusion, en 1966, des *Glaces de Boussois*, de la *Verrerie Souchon-Neuvesel* et de la société *Eugène Kettner*. En décembre 1968, son P.D.G. *Antoine Riboud* lança une offre publique d'achat d'un tiers des actions de la *Compagnie de Saint-Gobain*, premier producteur français de glace et de verre. L'opération échoua et cet échec amena *BSN* à choisir des axes nouveaux de développement : l'emballage et le secteur de l'alimentation, gros utilisateur de produits verriers.

La société *Souchon-Neuvesel*, qu'*Antoine Riboud* dirigeait depuis 1957 et qui produisait des emballages de verre, s'était lancée dès 1963 dans la production d'emballages en plastique. A partir de 1970, *BSN* s'implanta solidement dans le secteur alimentaire pour y trouver de nouveaux débouchés. Après s'être assuré le contrôle des *Eaux minérales d'Evian* et des *Brasseries Kronenbourg*, *BSN* fusionna en 1973 avec *Gervais-Danone*, premier producteur français de yaourts, desserts, fromages frais et pâtes alimentaires, pour former *BSN-Gervais Danone*. L'alimentation tend dès lors à occuper une place de plus en plus importante dans ses activités. Alors qu'en 1971, le verre plat intervenait pour 43 % dans le chiffre d'affaires de *BSN*, en 1974, malgré la reprise de *Glaverbel* survenue entre-temps, il n'intervient plus que pour 32 % dans le chiffre d'affaires de *BSN-Gervais Danone*. C'est un élément dont il faut tenir compte pour apprécier la politique du groupe.

## LA RESTRUCTURATION DU GROUPE BSN

L'accord avec *Glaverbel* fut suivi d'une restructuration des différentes branches d'activité de *BSN* qui eut pour conséquence de cliquer l'orientation adoptée jusque là par l'entreprise belge, spécialisée dans la production de verre plat, où l'expansion est la plus lente.

Cette restructuration, effectuée en plusieurs étapes, regroupa l'ensemble des intérêts détenus par *BSN* dans le secteur « verre plat » sous le contrôle d'un holding, *Glaverbel-Mécaniver* dont *BSN/Gervais Danone* détient la majorité du capital (2).

(2) *BSN* possède 61 % du capital de *Glaverbel-Mécaniver*. Le restant est détenu, directement ou indirectement, par divers actionnaires minoritaires dont le groupe *Boël* (17 %), la *Société Générale* (8 %), *Cobepa* (7 %) et *Bruxelles-Lambert* (4 %).



Ce holding *Glaverbel-Mécaniver* détient des participations dans les filiales industrielles du groupe (*Boussois* en France, *Flachglas* en R.F.A., *De Maas* aux Pays-Bas, *Vetrobel* en Italie, etc.) Les activités industrielles, commerciales et de recherche en Belgique ont été apportées à une nouvelle société *Glaverbel S.A.* dont le holding *Glaverbel-Mécaniver* détient la totalité du capital.

Cette formule permet de limiter les risques : si *BSN* décide de liquider une de ses filiales industrielles, le holding qui la contrôle n'y perdra que sa mise.

Le holding *Glaverbel-Mécaniver* contrôle un ensemble industriel exerçant ses activités dans une quinzaine de pays. Ses intérêts sont particulièrement importants dans le secteur du verre à vitres où il détient une position dominante en France (66 % du marché), en Allemagne fédérale (80 % du marché), aux Pays-Bas (90 % du marché) et en Belgique (100 % du marché). Son chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 22,9 milliards FB en 1972, à 27,8 milliards FB en 1973 et à quelque 26 milliards FB en 1974. Ses bénéfices ont atteint 380 millions FB en 1973 et 255 millions FB en 1974.

Les résultats de sa filiale industrielle belge *Glaverbel S.A.* ont été moins satisfaisants. Son chiffre d'affaires progressa en 1972 (6.224 millions FB) et en 1973 (6.802 millions FB) mais la détérioration de la conjoncture l'a ramené à 6.649 millions FB en 1974. Les pertes d'exploitation (502 millions FB en 1974) ont augmenté par la suite. Ces pertes dépassant la moitié du capital social (1.950 millions FB), celui-ci fut réduit des pertes accumulées à la fin août 1975 (1.727 millions FB) au cours d'une assemblée tenue le 18 novembre 1975. Il fut ensuite reconstitué à son niveau antérieur par le holding *Glaverbel-Mécaniver*, en partie par apports de créances (1.100 millions F) et pour 627 millions par apport d'argent frais.

## UN AN DE LUTTES POUR L'EMPLOI

C'est donc bien un géant — un géant redoutable, acharné à « rationaliser » son domaine belge — que les verriers ont à affronter depuis 1972. Dans un premier temps, et conformément au protocole d'accord signé lors du rachat de *Glaverbel*, *BSN* se contente de laisser se réduire le volume par l'effet des départs volontaires, des pensions et prépensions, des décès. Le protocole d'accord de 1972 garantissait en effet le non-licenciement jusqu'au 31 décembre 1974. Il n'a pas empêché les effectifs globaux (ouvriers, employés) des sièges *Glaverbel* en Belgique de diminuer pendant cette période de près de 800 unités.

Invoquant la détérioration de la conjoncture, la direction de *Glaverbel* ferme précipitamment en 1974 un four à Mol et un autre à Zeebrugge — sans y substituer des installations modernes. Bientôt, la volonté de *BSN* de démanteler l'industrie verrière belge va apparaître au grand jour.

En novembre 1974, des craintes sérieuses et fondées d'une fermeture prochaine du siège de Gilly justifient de la part des dirigeants syndicaux de la Centrale FGTV du verre l'envoi d'une lettre inquiète au Premier ministre. Cette lettre reste sans réponse, alors que plusieurs ministres sont déjà informés des intentions de la multinationale. La vigilance des verriers de Gilly suscite la création en novembre 1974 d'un comité régional d'action. Le 3 décembre, la FGTV convoque une réunion nationale des délégués du verre.

## GILLY : 600 EMPLOIS EN JEU

C'est le 10 janvier 1975 que la direction de Glaverbel annonce publiquement sa décision de fermer le siège de Gilly à la fin du mois. Six cents emplois qualifiés sont en jeu.

La grève est effective au siège de Gilly le 15 janvier. Elle dure jusqu'au 24 février et se soldera par un recul de la multinationale.

Ce n'est pas une grève « en pantoufles » : elle est active, multiforme, dynamique. D'emblée, elle consolide le front commun syndical et parvient à triompher de l'isolement. La petite usine de Gilly devient un centre animé du mouvement ouvrier, qui suscite rapidement des réactions politiques. Le 15 janvier par exemple, les grévistes reçoivent une délégation du parti communiste. Le 22, trois interpellations lui sont consacrées à la Chambre.

Depuis plusieurs années, le syndicalisme pratiqué à Glaverbel-Gilly combat avec vigueur toute tendance à la bureaucratie, toute velléité d'intégration au régime. Les tentatives patronales de casser ce syndicalisme de combat, par exemple par des licenciements arbitraires, sont repoussées avec succès. Le terrain est donc préparé à une lutte ardente. Le 15 janvier, l'usine est occupée, un comité de grève formé, la jonction assurée avec les autres unités de production de Glaverbel. En même temps, on mobilise le maximum de militants, on informe la population, on multiplie les assemblées, on échange les délégations avec les autres sièges de la société. A Boitsfort, le 16 janvier, le siège central est massivement occupé par ceux de Gilly. Tant et si bien que le four de Gilly occupe la « une » de nombreux journaux. Le 21 janvier les grévistes publient un manifeste, qui est diffusé au congrès extraordinaire convoqué par la FGVB de Charleroi ce jour-là. La Chambre consacre à l'affaire le plus clair de sa journée du 22. Un ordre du jour commun, déposé par le parti communiste, le parti socialiste et le RW, demande au gouvernement de poursuivre les négociations entreprises dans le cadre de la Conférence nationale du verre, et considère que « le déroulement de cette concertation implique la suspension de tout licenciement et de la décision de la fermeture du four du siège de Gilly jusqu'à la conclusion de la Conférence nationale du verre ».

De fait, BSN *suspend* les deux décisions.

Le 24 janvier, 10.000 travailleurs manifestent leur solidarité à Gilly, en présence de délégués du PC, du PS, du MOC. Des grèves de solidarité vont paralyser l'industrie du verre de la région le 30 janvier, et plus complètement encore le 5 février. La veille, Louis Van Geyt pose une question urgente au gouvernement, mais il devra attendre seize jours pour que cette urgence soit prise en considération. Le comité de grève de Gilly, qui a créé différentes commissions, met en place un dispositif de vente au public du verre produit par l'usine occupée. Il convoque une conférence de presse, prend des contacts avec la France. Le 17 février, le siège social de BSN à Levallois-Perret reçoit la visite de 800 manifestants français et belges (dont le président du PCB), ainsi qu'une délégation de verriers allemands.

Cette irruption massive de grévistes « européens » chez Antoine Riboud constitue-t-elle le facteur décisif ? Toujours est-il que dès le lendemain, BSN accepte d'« ajourner » la fermeture du siège de Gilly. La négociation entre gouvernement, multinationale



et représentants syndicaux aboutit le 21 à un accord, qui prendra la forme d'un protocole signé, à Bruxelles le 25 février. La veille, 45.000 manifestants avaient proclamé à Charleroi leur solidarité avec les verriers, et affirmé leur volonté de sauver l'emploi dans la région. Ce fut, au cours de ces six semaines de luttes, le seul témoignage de solidarité interprofessionnelle; encore se limitait-elle à la région.

## LE PROTOCOLE DU 25 FEVRIER

Deux ministres — celui des Affaires économiques et celui de l'Emploi et du Travail — les porte-parole de la S.A. Glaverbel, des représentants nationaux et régionaux de la FGTB et de la CSC signent le document, lequel s'ouvre par des considérations sur l'intérêt que le gouvernement porte au problème de l'emploi dans la région de Charleroi. Parce que le gouvernement « attache la plus haute importance à la réalisation de cette convention, il lui paraît indiqué d'intervenir dans celle-ci afin de concrétiser sa mission de bons offices et de marquer sa sollicitude à l'égard des parties en présence en leur offrant son concours à la réalisation des objectifs définis ». Bons offices, sollicitude, concours : il y a là une confusion entre différents plans, qui indique un manque réel de clarté sur le rôle de l'Etat, mais reflète aussi les pressions syndicales et politiques exercées sur le gouvernement pour qu'il assume ses responsabilités. Nous y reviendrons.

Que prévoit l'accord ? D'abord des dispositions qui concernent l'unité de Gilly : Glaverbel renonce à tout licenciement, qu'il s'agisse de salariés ou d'appointés. Dans l'immédiat, le trust s'engage à maintenir une activité de découpe (occupant 50 travailleurs), à transférer 43 salariés dans diverses unités de la région, et 50 autres à Moustier (par compensation, la société s'engage à « rechercher la possibilité » de créer 50 emplois nouveaux dans la région de Charleroi). Dans un délai d'un an, elle s'engage à créer une activité de double vitrage dans le site de Gilly (effectif = 110 salariés), à occuper 20 salariés dans une activités antifeu, 55 dans le vitrage de sécurité, et enfin 140 « dans une activité nouvelle à créer dans le site de Gilly ». Tous les travailleurs inscrits restent membres du personnel. Une rencontre est prévue entre les parties contractantes, pour faire le point vers le 15 septembre.

Mais il est significatif que suscitée par une agression patronale contre l'unité de Gilly, la négociation ait débordé le cadre local et qu'un chapitre de l'accord soit consacré à « la garantie du volume de l'emploi au plan régional ». On ne le doit assurément pas au trust BSN qui, contraint d'aborder le problème, se montre d'une prudence extrême. Ses représentants déclarent en effet ne pouvoir, dans la conjoncture actuelle, assumer seuls la responsabilité de garantir le volume de l'emploi régional. Bons princes, ils acceptent toutefois de « participer à tout effort régional et interprofessionnel visant à maintenir ce volume ». Si Glaverbel s'engage à ne fermer aucune entreprise de transformation dans la région, elle laisse entendre que le sort de la division de Lodelinsart est incertain, mais affirme que la division de Roux et la caisserie centrale sont à l'abri de toute menace. Par ailleurs Glaverbel « s'engage à poursuivre ses efforts de recherche dans le but de trouver des procédés rapidement exploitables dans la région de Charleroi ».

Quant au gouvernement, le protocole acte que « dans la ligne de la politique régionale, il veillera à ce que ces intentions (celles de Glaverbel) soient réalisées de manière à offrir aux travailleurs de la région des garanties supplémentaires à celles offertes par les seules sociétés privées ». Il est explicitement prévu que la société industrielle d'initiative publique à créer « se préoccupera de compenser les éventuelles lacunes du secteur privé sur le plan de l'emploi ». L'Etat s'attribue donc une fonction de *suppléance*, compte tenu des possibilités (et nous ajoutons, des intérêts) du secteur privé.

## RESPONSABILITES GOUVERNEMENTALES

Il nous paraît intéressant d'examiner comment le problème a été posé au Parlement, lors de la séance d'interpellations du 22 janvier. Ces interpellations ont été développées successivement par le député socialiste Léopold Tibbaut, le député RW Helguers et le député communiste Van Geyt.

Si l'exposé de M. Helguers est très documenté — il rappelle en détail les pertes d'emplois qui se sont succédées dans l'industrie carolorégienne du verre — il nous intéresse moins que les deux autres, dans la mesure où le porte-parole du RW ne met que furtivement en cause les responsabilités gouvernementales. C'est au niveau européen d'abord, au niveau régional ensuite que M. Helguers situe la nécessité des actions à mener. Il souhaite en effet d'une part la création d'une Europe économique, politique et syndicale, et souligne d'autre part l'importance d'une politique de régionalisation en Belgique. Mais à cet égard, il se borne à promettre son entier concours au secrétaire d'Etat Moreau, son coreligionnaire politique.

Léopold Tibbaut met, lui, l'accent sur les avantages que Glaverbel a obtenus de l'Etat belge : un subside de plus d'un milliard pour Lodolinsart. « Comment est-il possible, demande-t-il, qu'on dispense un milliard 200 millions, pour parler de chômage quelques mois après ? » Rappelant que des membres du gouvernement avaient été informés des intentions de Glaverbel à propos du four de Gilly, le député socialiste s'étonne de ce que rien n'en ait été dit aux représentants syndicaux. Il pose la question de savoir ce que peut faire le ministre Califice, « s'il n'est au pouvoir que le représentant de ceux qui décident vraiment, les patrons capitalistes ». Aussi, L. Tibbaut met-il la libre entreprise en accusation. « Une fois de plus, dit-il, nous devons penser et surtout exiger les profondes réformes de structures réclamées mais jamais voulues absolument ». En conclusion, l'interpellateur socialiste réclame du gouvernement qu'il sauve Glaverbel dans l'immédiat, et qu'il s'attelle pour le surplus à de profondes réformes de structures.

Louis Van Geyt sera plus précis et plus exigeant. Le thème des responsabilités du gouvernement en matière d'emploi est — avec la nécessaire union des forces politiques se réclamant du mouvement ouvrier et démocratique — au centre de son interpellation. Lui aussi revient sur le prêt de l'ordre d'un milliard accordé à la fin de 1972; ce prêt fut consenti, rappelle-t-il, moyennant des engagements précis concernant le maintien de l'emploi — mais ces engagements valaient pour deux ans. Le délai à peine expiré, BSN frappe Gilly. Ce coup n'était pas une surprise pour le gouvernement, prévenu par les soins du patronat. Le fait que M. Oieffe n'ait pas informé les représentants syndicaux aggrave la respon-



sabilité gouvernementale. Mais cette dernière est d'autant plus lourde, ajoute Louis Van Geyt, qu'en mai ou juin 1974, Glaverbel-BSN bénéficie d'un nouveau crédit (3) d'un milliard pour financer des projets d'investissement d'ailleurs peu nets. *« Par conséquent, déclare l'interpellateur communiste, la responsabilité du gouvernement est pleinement engagée. Il ne peut d'aucune manière se soustraire à ses responsabilités envers les travailleurs du pays, envers l'économie de la région de Charleroi, envers l'industrie verrière et envers l'économie du pays. »*

C'est dans cet esprit que L. Van Geyt souligne le bien-fondé des exigences tant du comité de grève de Gilly que des deux organisations syndicales impliquées dans le conflit : il s'agit non pas de partir du fait accompli et d'atténuer les conséquences sociales de la décision de BSN-Glaverbel, mais bien — avec un gouvernement prenant toutes ses responsabilités — de négocier un accord excluant tout fait accompli. « Cela implique, devait déclarer l'interpellateur communiste, le report de toute décision, non seulement de fermeture du siège de Gilly, mais encore du four à vitre de Gilly ». Mais au-delà de cette exigence, L. Van Geyt a tenu à préciser quel devait être l'objet de la négociation. Et cela, il l'a dit en parfaite conformité de vues avec les grévistes de Gilly et avec les deux branches du Front commun syndical : « L'objet de la négociation ne peut être que le maintien du volume de l'emploi en quantité et en qualité dans le secteur verrier, à Gilly et dans la région de Charleroi, comme d'ailleurs dans toute l'industrie verrière belge. »

De quoi dépend le succès d'une négociation ainsi conçue ? De l'appui apporté à la lutte des travailleurs du verre par l'ensemble des forces politiques représentatives du monde du travail et des autres forces démocratiques, a déclaré L. Van Geyt, insistant sur l'idée que certaines de ces forces politiques peuvent aussi se trouver du côté de la majorité. Mais cet appel très large, qui s'est traduit par le dépôt commun d'un seul ordre du jour, n'a réduit en rien la précision de l'enjeu : toujours soucieux de donner un prolongement politique aux exigences syndicales sans jamais « oublier » celles-ci, le député communiste a rappelé à la Chambre que la FGTB comme la CSC avaient, dans l'hypothèse d'un refus de BSN, signifié que la seule solution possible serait de substituer le secteur public au secteur privé.

Intervenant dans le débat, le député socialiste Baudson devait insister à son tour sur les responsabilités du gouvernement, qu'il invitait à « peser de tout son poids » dans la négociation tripartite pour rencontrer les exigences des travailleurs et les réformes structurelles voulues par le front commun syndical.

Il nous paraît évident que les interventions communiste et socialiste à la Chambre ont constitué un appui politique non négligeable à la grève active, remuante, démocratique, menée sur le terrain par les verriers de Gilly, et à l'action du Front commun syndical.

Mais chacun savait — et les événements l'ont vite démontré — que tout n'était pas dit avec le protocole du 25 février 1975.

(3) L. Van Geyt montre que les protestations gouvernementales à propos de cet emprunt, qui ne serait pas « une aide proprement dite de l'Etat » ni une aide consentie formellement dans le cadre des lois d'expansion, ne changent rien à l'affaire. Il souligne aussi que l'arrêté du 27 novembre 1973 sur les informations économiques à fournir aux Conseils d'entreprise n'a pas été appliqué en l'occurrence.

## LE COUP DE HOUDENG

A peine avaient-ils repris le travail, les verriers de Gilly sont mis en demeure de restituer intégralement à Glaverbel l'argent provenant des ventes de verre. Ils repartent en grève et ont gain de cause — le patron réaffirmant cependant son droit de propriété sur le verre vendu.

L'incident n'était pas de nature à encourager la démobilisation ouvrière. De fait, l'état d'alerte est resté quasi-permanent, des assemblées de syndiqués suivant de près l'application de l'accord.

Trois mois après « l'affaire de Gilly », Glaverbel annonce sa décision d'arrêter le plus moderne des deux fours de l'unité de Houdeng-Goegnies, dans le Centre. C'était le 23 mai; la décision devait être appliquée le 10 juin.

Pour les organisations syndicales, agissant en front commun, l'agression est grave : il s'agit d'une fermeture déguisée, la fermeture de la dernière entreprise verrière de la région, qui s'ajoutant à toutes les autres fermetures, aux licenciements dans la sidérurgie, constitue une atteinte dangereuse au niveau de l'emploi.

Le 26 mai, les 600 verriers de Houdeng — en chômage partiel depuis six mois — déclenchent une action unie et occupent symboliquement les locaux de l'Office régional de l'emploi à La Louvière. Un comité d'action est formé et tout de suite des témoignages de solidarité affluent : des verriers de Gilly et de Lodelinsart, mais aussi d'entreprises métallurgiques, de Boch-Keramis, du SETCa, d'enseignants. Les protestations montent des conseils communaux. Des délégations du parti communiste et du parti socialiste apportent, en présence de militants syndicaux du verre, leur appui aux grévistes.

Et cependant, le lundi 2 juin, le travail devait reprendre à Glaverbel-Houdeng, sur la base d'un protocole d'accord qui est nettement en retrait sur celui de Gilly. Les verriers en chômage seront payés à 90 % de leur salaire net, une prime accordée aux partants, mais le four sera fermé.

L'épisode Houdeng donne lui aussi lieu à trois interpellations. Cela se passe en date du 5 juin, « à froid ». Les députés Gondry, Van Geyt et Helguers sont pour le moins d'accord sur un point : la détérioration de l'industrie verrière procède d'une volonté de démantèlement de la part du trust BSN. Richard Gondry dira : « Glaverbel a obtenu 2 milliards 500 millions pour supprimer plus ou moins 1.500 emplois en douze ans, avec quatre fours arrêtés ». Louis Van Geyt soulignera que le plan de BSN se réalise avec « l'appui d'importants milieux gouvernementaux belges ». M. Helguers exprime la crainte que la conjoncture et les besoins de rationalisation soient des prétextes à « continuer un processus de liquidation ».

Sur le plan des remèdes et solutions, le député socialiste recommande des réformes de structure et notamment l'initiative industrielle publique; le député du RW se prononce lui aussi pour un holding public, en Belgique d'abord — au niveau européen ensuite. Quant à l'interpellateur communiste, s'il se déclare partisan de profondes réformes de structure qui enlèveraient aux monopoles le contrôle de quelques secteurs-clés de l'économie, il ajoute qu'il faut, dans l'immédiat, opposer une riposte efficace aux plans des multinationales. Il en indique les lignes de force : élargir



les premiers acquis des accords de Gilly et Houdeng, développer une large action pour la préservation du niveau de l'emploi des verreries dans chaque région ainsi que pour la création et la généralisation d'un fonds social, élargir le droit à la prépension, partager le travail disponible par une réduction immédiate de la durée du travail sans perte de salaire, subordonner l'octroi des aides publiques promises au respect des engagements patronaux.

Dans sa réponse, le ministre des Affaires économiques devait acter, au nom du « réalisme », que toutes les anciennes usines basées sur l'étrépage fermeront à terme. Le même « réalisme » l'amenait l'ailleurs à prétendre qu'aucune prévision sérieuse n'était possible dans le cadre de la récession économique, et qu'il fallait dès lors « adapter la politique économique et financière, fiscale et sociale à l'évolution des choses ».

## UNE NOUVELLE PHASE

Quand une nouvelle attaque patronale surgit le 16 septembre, cette fois contre l'unité de Lodelinsart, la réplique est très rapide et très ferme. Venant après l'épreuve de Gilly et l'amertume de Houdeng, l'affrontement de Lodelinsart est tout autre chose qu'une pérépétie. Une phase nouvelle de combat contre BSN a commencé : les cadres en sont cette fois partie prenante et les perspectives politiques deviennent plus nettes.

BSN a retenu la leçon de Gilly : pour annoncer la fermeture du four de Lodelinsart, la multinationale met des gants. Le 16 septembre, les syndicalistes sont invités au siège central de Boitsfort, en présence de membres du gouvernement. Aucune date n'est fixée pour l'extinction du four; BSN aimerait bien que les organisations syndicales « négocient » — ou plus précisément partagent la responsabilité de la décision. Il n'en sera rien et la réplique des 450 travailleurs du siège de Lodelinsart est rapide. La grève démarre en force, elle sera animée. Ici aussi, le leçon de Gilly a été mise à profit. Quatre assemblées générales en une semaine, élection d'un large comité de grève, mise en place de commissions pour associer le maximum de militants à l'action, délégations, visites, rien n'y manque. Il s'agit d'arracher un accord du même type que celui qui a été conclu à Gilly, tout en mesurant combien son application peut être difficile.

La vigilance — la méfiance même — sont d'autant plus vives que parallèlement à ce qui se passe dans le « royaume » de M. Riboud, les *Bouteilleries belges réunies* (BBR), qui dépendent du groupe Empain, menacent de supprimer à Jumez quelque 600 emplois avant la fin de l'année. Vigilance et méfiance ont d'ailleurs l'occasion de s'exprimer lors de la réunion qui se tient le 18 septembre à l'Institut national du verre à Charleroi, et où les signataires patronaux, syndicaux et gouvernementaux de l'accord de Gilly font le point. Plusieurs engagements de BSN et du gouvernement sont restés lettre morte et la FGVB rappelle que dans ces conditions l'exigence de mettre l'ensemble des filiales de Glaverbel sous contrôle public prend tout son sens.

Le 18 septembre, le comité de grève de Lodelinsart, accompagné des secrétaires régionaux FGVB et CSC, reçoit les mandataires politiques dont il sollicite l'appui afin « d'obtenir du gouvernement la garantie des engagements contenus dans le protocole d'accord de Gilly. » Les représentants du parti communiste, du

parti socialiste, mais aussi du RW et du PSC se sont engagés à défendre les revendications syndicales. Mais pour les deux partis de la majorité, RW et PSC, il ne s'agit de défendre ces points de vue syndicaux qu'« au sein de leur parti ».

Dès ce moment, le problème de la portée que doit avoir l'intervention de l'Etat est au centre du débat. Louis Van Geyt le soulignait dans une lettre adressée le 15 septembre (c'est-à-dire la veille de l'annonce faite à Boitsfort de la fermeture du four de Lodelinsart) au ministre Herman, successeur d'André Oleffe. *« Il importe, écrivait le président du PCB, que le gouvernement prenne d'urgence les mesures qui s'imposent pour prévenir une nouvelle aggravation de la situation et qu'il s'attache sans tarder et avec fermeté à imposer à Glaverbel l'extension au siège de Lodelinsart des dispositions de l'accord de Gilly, souscrit — j'y insiste — par les deux ministres concernés. La gravité de la situation exige qu'à défaut d'engagement concret de la part de cette multinationale, le gouvernement mette immédiatement en œuvre d'autres mesures susceptibles d'assurer aux travailleurs le maintien de leur emploi notamment la mise de la société sous séquestre ou en régie. »*

En réduisant à des facteurs conjoncturels les causes des difficultés traversées par l'industrie du verre plat, le ministre des Affaires économiques élude le débat.

Evoquant en effet la gravité de la crise, qui a réduit « pratiquement à rien » les exportations de verre plat, il écrit: « Dans ce contexte, je doute que la mise en régie de la société ou sa mise sous séquestre améliore la situation de l'entreprise ». Le ministre des Affaires économiques se proclame soucieux surtout de voir les travailleurs « passer la période de crise sans subir d'atteinte trop lourde sur le plan matériel et moral ». Ainsi donc, à une demande, formulée par le parti communiste, d'opposer au démantèlement de Glaverbel une solution globale d'intérêt public, le gouvernement répond par un refus : il préfère la politique des petits emplâtres — qui, loin de gêner les trusts, rencontre leur agrément.

Les faits cependant, plaident contre les emplâtres : la caisserie centrale de Glaverbel aussi est menacée de fermeture, et ses 150 travailleurs se sont mis en grève à leur tour.

Le 23 septembre, la partie à trois reprend : représentants de Glaverbel, des organisations syndicales et du gouvernement rouvrent les dossiers de Gilly et de Lodelinsart. A propos du premier, le porte-parole des ministres Herman et Califice indique que ces messieurs « mettront tout en œuvre pour que le protocole d'accord signé le 25 février... soit respecté dans les délais et conditions prévus ». Le propos apparaît peu crédible. Concrètement, que compte faire le gouvernement devant les résistances de la multinationale ? L'administrateur-délégué de Glaverbel-Mécaniver, M. Du-jacquier, n'a-t-il pas déclaré devant la presse qu'il n'était pas question de rééditer l'accord de Gilly, « *financièrement insupportable et à certains égards malsain* » ?

Au cours de la réunion du 23 septembre — et dans la suite au niveau du Comité ministériel de coordination économique et sociale (CMCES) — la question d'une garantie gouvernementale sous la forme d'une initiative industrielle publique a été longuement débattue. Au terme du débat, la promesse gouvernementale est sans doute moins brumeuse que lors des premières passes d'armes, mais si on peut y voir une initiative industrielle, cette initiative ris-



que d'être pratiquement sous contrôle privé. Un des deux protocoles finalement signés le 7 octobre à Lodelinsart, prévoit en effet que « ... le gouvernement s'engage à créer, dans un délai de deux ans maximum, dans la région de Charleroi, sur un site ayant l'agrément des dirigeants syndicaux du secteur verrier de la région, une activité industrielle susceptible d'assurer au minimum 400 emplois, par priorité dans le secteur verrier ».

Il ne s'agit pas là d'une réforme de structure, encore moins d'une réforme anti-monopoles. M. Antoine Riboud s'en accommode allègrement, et la Société Générale aussi.

Fallait-il refuser pour autant une promesse de créer 400 emplois nouveaux ? Non, bien sûr ! Mais il importe de bien voir les limites de la promesse, qui reste vague et qui constitue en définitive une aide du gouvernement belge au trust BSN.

Et cependant, les verriers se sont bien battus !

Non seulement ceux de Gilly ont constitué avec ceux de Lodelinsart et des Caisseries un comité de grève interdivisions, mais la pression ouvrière s'est fait sentir physiquement à plusieurs séances de négociations. Une activation politique est très perceptible dans tout le secteur : l'intervention des travailleurs lors de la négociation du 2 octobre, leurs questions au porte-parole du gouvernement à propos de la part du capital privé dans l'initiative industrielle « publique » en témoignent — de même que les démonstrations de solidarité régionale des verriers de Roux, de Gilly, de Houdeng, etc. témoignent de l'inquiétude de tous, de leur volonté de ne pas se laisser duper.

Le protocole d'accord signé le 7 octobre prévoit autre chose encore que la création de 400 emplois dans les deux ans. On y retrouve quelques principes consacrés après la grève de Gilly : garantie de non-licenciement tant des salariés que des appointés, engagement de maintenir à Lodelinsart une activité de verre froid qui occupera 160 salariés et 15 appointés dans les quatre mois — puis, après ce délai 130 salariés et 15 appointés. Engagement aussi pour la Caisserie centrale de maintenir en emploi les 39 personnes travaillant à « La Paix », et les 55 personnes de la caisserie.

Affirmation enfin de la volonté de reconverter la division de Lodelinsart en une fabrique de produits transformés, pour compenser les emplois perdus, étant entendu que la prépension volontaire sera proposée à partir de 53 et 58 ans, que tous les travailleurs restent membres du personnel et qu'un Fonds social couvrira les engagements de Glaverbel. Pour le surplus, un expert est désigné par le gouvernement pour informer les représentants des travailleurs de l'état d'avancement des projets d'investissement auxquels Glaverbel a souscrit à Gilly, Lodelinsart et à la Caisserie; une concertation permanente entre Glaverbel et les représentants des organisations syndicales est instituée sous l'égide du gouvernement.

## **LES CHERCHEURS AUSSI**

Quelques jours après la signature du protocole, un Comité d'action est créé au Centre de recherche du verre, à Jumet. Il ne s'agit pas d'un comité de plus dans la région : cette naissance va donner une nouvelle dimension au combat, car l'irruption des chercheurs et ingénieurs dans l'action syndicale donne à celle-ci des armes qui lui avaient manqué. Si, comme le dit *Roger Dethye*,

secrétaire de la Centrale Générale FGTB de Charleroi, « *le verre est un produit qui a encore de l'avenir* », et s'« *il y a des développements possibles pour des produits nouveaux* », alors la participation des chercheurs de Jumet au combat de tous les verriers peut ouvrir des horizons et contribuer à préciser certaines perspectives. C'est ce qui est en train de se produire.

Après les grèves de Gilly, de Houdeng, de Lodelinsart et de la Caisserie — après les innombrables manifestations des verriers contre le démantèlement de Glaverbel, il est devenu clair que les problèmes de l'emploi exigent une mobilisation régionale, sur des revendications régionales.

Ces revendications, qui commencent par le refus de tout licenciement ne sont pas seulement défensives; elles postulent aussi que le Centre de recherche de Jumet travaille à plein, parce qu'il est porteur de ressources — ressources qui peuvent aller au-delà du verre. Les revendications régionales portant sur la création de nouveaux emplois s'appuient sur ce que présente de promesses pour l'avenir une nouvelle politique de la recherche.

Certes, les appointés étaient depuis longtemps concernés par les attaques de Glaverbel contre l'emploi et ils en étaient conscients. En 1974 déjà, la multinationale avait tenté de récupérer 100 millions à leurs dépens, par la grâce de quelques licenciements. Après l'échec de cette tentative, Glaverbel avait préféré recourir à des procédés plus indirects : préensions, départs volontaires et même amputation de la programmation sociale. Son souci : supprimer 200 emplois. Le front commun SETCa-CNE avait fait barrage à ces pressions. Le 24 novembre dernier cependant, violant ses propres engagements, la direction de Glaverbel avisait 120 appointés du siège central de Boitsfort qu'ils seraient prochainement licenciés. Les quelque mille appointés de Boitsfort venaient précisément de débrayer pour arracher à la direction une garantie d'emploi et pour empêcher qu'à l'heure de l'austérité, des libéralités indécentes soient octroyées à certains cadres dirigeants. Police et gendarmerie avaient été mandés par Glaverbel. Et pendant que les appointés de Moustier occupaient la salle des ordinateurs, les chercheurs du Centre de Jumet participaient avec des verriers de Gilly notamment, à l'occupation du siège de Boitsfort.

La syndicalisation des cadres dans l'industrie (ingénieurs, chercheurs, techniciens, économistes travaillant dans des bureaux d'étude et des laboratoires de grandes entreprises) se heurte, on le sait, à de sérieuses difficultés. Alors qu'ils occupent dans le système de production la même place que les salariés et les autres appointés — c'est-à-dire la place d'hommes non-possesseurs de moyens de production et vendant leur force de travail — les ingénieurs et chercheurs se sentent souvent plus près du patronat que de la classe ouvrière. C'est le résultat de facteurs nombreux et variables : origine bourgeoise, formation, niveau et genre de vie, pressions idéologiques. La classe au pouvoir a accrédité l'idée que l'ingénieur partage avec elle les responsabilités de direction et de gestion; or cette idée, qui pouvait avoir une certaine consistance au XIXe siècle, a été vidée de son contenu par le nouveau rôle dévolu à la science et à la technique.

Le nombre des universitaires travaillant dans l'industrie s'est considérablement accru, en même temps que tend à disparaître le caractère, jadis individuel, de leur fonction. On se trouve aujourd'hui en présence de cadres travaillant collectivement et privés,



comme le reste du personnel de l'entreprise, de tout pouvoir de décision. Leur syndicalisation est fonction de la prise de conscience de ce qui change dans leur propre situation de cadres et autour d'eux. Dans le cas de Glaverbel, il est permis de penser que les menaces sur l'emploi et sur l'industrie verrière elle-même ont déclenché chez nombre de chercheurs la prise de conscience de leur solidarité avec l'ensemble du personnel, et de surcroît, la découverte du rôle spécifique qu'ils peuvent jouer dans la défense de l'emploi, et même, à terme, dans l'exercice d'un certain contrôle ouvrier.

La recherche appliquée au verre occupait en 1969 en Belgique 488 personnes. Elle n'en occupe plus que 264 aujourd'hui, dont quelque cent vingt ingénieurs et techniciens. Cela signifie une réduction de près de moitié en six ans. Pratiqué à ce rythme, le « dégraissage » met en question l'efficacité et l'existence même de la recherche.

La société Glaverbel des années 64-65 n'a pas été indifférente aux mutations technologiques : c'est elle, rappelons-le, qui a installé le premier float du continent. Mais cet intérêt n'a produit d'effets concrets que pendant une très brève période. Dès le moment où il a été question d'une reprise par BSN ou Saint-Gobain, des projets d'innovation techniques ont été enfouis dans les tiroirs. Et dès le règne de BSN, une nouvelle politique de la recherche s'est affirmée. Le budget de la recherche a été rigoureusement circonscrit à 1,5 % du chiffre d'affaires, avec comme impératif de rentabiliser ce maigre investissement dans un délai de deux ans maximum.

En fait, en 1974, ce pourcentage n'a même pas été respecté : Glaverbel a consacré 405 millions à la recherche, soit seulement 0,6 % de son chiffre d'affaires. Pour le surplus, les efforts du Centre de Jumet se voyaient « harmonisés » avec ceux des chercheurs de la société Boussois en France et de la société Flachglas en Allemagne, ce qui signifiait concrètement le pompage de Jumet au profit des filiales française et allemande de BSN.

Certes, la société Glaverbel-Mécaniver proclame à qui veut l'entendre que « toutes les dispositions ont été prises et respectées, conformément aux souhaits du gouvernement belge, pour que le centre de gravité de la recherche en verre plat soit maintenu en Belgique ». Ces mesures ont abouti, affirmait la société en date du 15 octobre dernier, à « une mise en commun qui a permis que les frais et redevances soient partagés au prorata des activités des trois sociétés (Flachglas, Boussois, Glaverbel) tandis que le portefeuille des brevets est géré en commun ».

Ce point de vue est contesté par les chercheurs du Centre de Jumet. Qu'ils soient affiliés au Syndicat général des cadres (SETCa-FGTB) ou au Groupement national des cadres (CNE-CSC), ces chercheurs ont eu l'occasion au cours des trois derniers mois d'exprimer leur complet accord sur plusieurs points. D'abord, ils estiment que le dynamisme de la recherche ne peut être mis en cause pour expliquer la détérioration de la situation économique et commerciale à Glaverbel. Le C.R.J. a pris une part importante dans des réalisations et mises au point techniques, commercialisables ou commercialisées. C'est la gestion du trust BSN qui suscite des goulots d'étranglement : compressions budgétaires et menaces de licenciement entravent la recherche, et par là même l'expansion et l'emploi. Ce qui est en péril aujourd'hui, c'est le caractère opérationnel du seul centre de recherche du verre en Belgique.

Le Comité d'action du CRJ a montré que les recherches réalisées au Centre sont soit mal utilisées, soit utilisées en dehors de la région de Charleroi. Les exemples ne manquent pas : le verre semi-réfléchissant Stopsol, mis au point à Houdeng par une équipe du CRJ, est produit en Allemagne. Le verre anti-feu, dont l'extension doit, selon les accords de Gilly, procurer 40 emplois dans la région, est aussi produit en Allemagne. Le verre réfléchissant, Mat-o-Bel voit son arrivée sur le marché freinée par une conception du marketing pour le moins contestable.

Par ailleurs, des procédés bien mis au point ont été enterrés; c'est le cas par exemple pour les lucarnes chauffantes destinées à l'arrière des autos. Ici encore, le marketing est sans doute en cause. Mais n'est-ce pas, plus fondamentalement, une option prise par BSN de ne pas s'intéresser au verre plat ? A considérer l'histoire de ces dernières années, la réponse est évidente : le démantèlement systématique du domaine belge de BSN, l'étouffement de la recherche s'expliquent moins par une négligence ou une incompetence que par une politique délibérée de la multinationale, politique dont l'industrie verrière de notre pays — et singulièrement de la région carolorégienne — est victime.

Ne nous laissons pas tenter cependant par un simplisme « patriotique » en opposant aux desseins pervers de la multinationale BSN les bons sentiments de l'ancienne société Glaverbel. La déplorable gestion « nationale » de cette dernière (multiplication des filiales à l'étranger, grosses dépenses de prestige, chute du volume de l'emploi) avait ouvert la voie à la politique qu'incarne aujourd'hui le PDG français Antoine Riboud.

## **LE GOUVERNEMENT TINDEMANS AU SECOURS DES MULTINATIONALES**

Devant ce gâchis, quelle est l'attitude du gouvernement belge, ce gouvernement dont un représentant démocrate-chrétien, M. Califice, ministre de l'Emploi et du Travail (ainsi que des Affaires wallonnes), avait souligné au Parlement que si la région de Charleroi draine 44 % des aides accordées à tout le pays wallon, elle ne crée que 22 % des emplois du pays wallon ?

Il escamote les responsabilités tant de la société Glaverbel que du trust BSN — auxquels il n'a cependant pas refusé un concours financier. Il ne désigne que deux causes au mal dont souffre l'industrie verrière : l'évolution technologique d'abord, la crise ensuite.

Que l'évolution technologique entraîne des contraintes pour les producteurs de verre, c'est une évidence. Mais c'est en 1958 que le float a été mis au point par le groupe Pilkington, en 1965 que Glaverbel l'introduisait à Moustier, en 1974 que fut mis en service le second float. Des années ont donc été perdues, des chances galvaudées, et beaucoup d'argent gaspillé à des fins somptuaires. Les données du dossier technologique étaient connues; le patronat n'en a pas tiré les conclusions qui s'imposaient.

Quant à la crise, qu'invoquent en chœur Antoine Riboud et les ministres belges, nous serons les derniers à en nier la gravité. Mais que fait donc le gouvernement Tindemans pour la combattre ? Ses armes sont molles et dérisoires. En portant atteinte au pouvoir



d'achat des masses populaires, il aggrave la crise plutôt que de la combattre. En s'attaquant à la liaison des salaires à l'index ou au droit syndical de négocier des conventions collectives, il fait œuvre de régression sociale. En protégeant le gros capital contre les effets de la crise, il consolide le pouvoir des monopoles. Sous ces trois angles, il hypothèque donc l'avenir.

Emanant de pareil gouvernement, toute « initiative industrielle publique » est légitimement suspecte. Quelle que soit au demeurant la formule utilisée, on sait depuis longtemps qu'une initiative publique n'a pas forcément un caractère progressiste (4) et qu'il est même des nationalisations qui ne gênent pas le pouvoir des monopoles.

La proposition communiste de régie constitue le contrepied d'une vision réformiste de l'initiative industrielle publique.

Elle tend à octroyer à l'Etat, qui jusqu'à présent, ne peut intervenir dans le domaine de la « libre entreprise » qu'en vertu d'une convention Etat-propriétaires, le droit d'exproprier *pour cause d'utilité publique* les entreprises dont les propriétaires ne respectent pas leurs engagements en matière d'emploi ou qui sont menacées de démantèlement. L'expropriation pour cause d'utilité publique est une mesure prévue par la Constitution (article 11) et elle connaît des applications dans une série de domaines, tels que les voies de communication et l'urbanisme. Dans son exposé des motifs, la proposition de loi, déposée à la Chambre par le groupe communiste mentionne expressément les cas de Glaverbel et des ACEC. Il s'agit d'empêcher que la multinationale intéressée (ici BSN, la Westinghouse) se borne à céder à l'Etat ses « canards boiteux ». La proposition communiste vise à fournir à l'Etat un instrument pour substituer à ce type de piraterie fort à la mode, un contrôle effectif sur des entreprises entières, y compris leurs secteurs les plus rentables. La régie (nationale ou régionale) permet à des entités économiques qui disposent de cadres techniques et d'un personnel de direction de valeur, de recouvrer une autonomie d'action, et ainsi, avec l'appui des pouvoirs publics et sans les entraves imposées par les groupes financiers privés, de poursuivre et de développer leur activité dans des secteurs qui conservent un grand avenir. La proposition de régie prévoit expressément la possibilité pour les travailleurs et leurs organisations de faire valoir leur droit au contrôle sur l'entreprise.

Déjà, semblable proposition de régie avait été avancée par le parti communiste en 1969, lors de la reprise des ACEC par Westinghouse. Pourquoi rééditer cette initiative six ans plus tard ? Serait-ce une marrotte ?

## UNE IDEE EN MARCHÉ

Les faits ont montré que l'idée, trop neuve en 1969, a gagné du terrain. En ce qui concerne les ACEC, elle a même gagné beaucoup de terrain : non seulement le Front commun syndical réclame la création d'une régie dans les sièges de Marcinelle et de Gand, mais à Marcinelle, les sections politiques du PSB, du MOC et du PCB ont décidé à la mi-novembre de « conjuguer leurs efforts avec le front commun syndical afin de faire triompher la volonté des

(4) Voir dans les Cahiers marxistes de mars 1974 « Mérites et limites de l'initiative industrielle publique », par Pierre Joye.

travailleurs de voir se constituer aux ACEC une gestion d'un type nouveau, libérée des ukases des sociétés multinationales, où l'Etat et les travailleurs seront parties prenantes et agissantes dans le capital de la société à créer ». Au-delà du front commun syndical, nous voilà donc en présence aux ACEC de Charleroi, d'un front politique déterminé à s'opposer au démantèlement de l'entreprise.

Et dans la verrerie ?

Voyons d'abord les positions sur le plan syndical.

A tout seigneur, tout honneur : même si le comité de grève de Glaverbel-Gilly ne constitue pas à proprement parler une instance syndicale, sa représentativité (incontestée par les organisations syndicales) nous amène à évoquer ici le passage de son Manifeste de janvier qui déclare : « Si BSN-Glaverbel maintient sa décision de fermer Gilly et refuse de garantir notre emploi sur place, alors que le gouvernement nationalise sans conditions Glaverbel. »

Le 18 septembre, lors d'une rencontre tripartite pour faire le point sur l'application du protocole d'accord de Gilly, la FGTB exprime la revendication d'une mise sous statut public des entreprises verrières « si la carence capitaliste se confirme, comme cela est le cas à Glaverbel ». Elle s'était déjà prononcée dans ce sens en janvier, lors de la grève du siège de Gilly.

Les chercheurs du Centre de Jumet, affiliés au SETCa, ont eux aussi, sur la base de leur propre analyse, estimé indispensable une « réappropriation » de Glaverbel. Récusant nettement le projet d'initiative industrielle publique imaginé par le gouvernement pour le plus grand profit de BSN, ces travailleurs déclarent que l'ensemble de Glaverbel doit passer sous contrôle public, ce statut impliquant à leurs yeux un contrôle permanent de la gestion par le personnel.

Pour sa part, le congrès régional extraordinaire de la FGTB, réuni le 19 novembre à Charleroi, s'il condamne le plan de relance du gouvernement et réclame énergiquement la mise en place d'un holding public ainsi que d'une Société régionale de développement, ne rappelle pas la revendication plus « sectorielle » de mise sous contrôle public de l'industrie verrière.

Côté CSC, c'est le 14 janvier que J. Delporte déclarait devant la presse, au nom de la CSC et du MOC de Charleroi, qu'à défaut de solutions immédiates et concrètes, il faudrait « passer à des méthodes d'action plus radicales... pouvant aller jusqu'à la confiscation de fait des entreprises qui se ferment ou décident des licenciements ». Rien n'est venu contredire (ou confirmer) cette position depuis lors.

Quant au Front commun syndical de la région de Charleroi, il réclamait à la mi-octobre, par la voix d'Ernest Davister et Jean Delporte, « un plan complet de relance et de reconversion pour la région », auquel l'initiative industrielle publique devait contribuer, disait-il, mais sans préciser plus avant les formes de cette intervention (5).

(5) Ce n'est assurément pas de la Conférence économique de Charleroi, qui se jouait entre représentants du gouvernement, des groupes financiers et industriels intéressés à la région et des organisations syndicales, qu'on pouvait attendre des résolutions tranchées en matière de contrôle public de l'entreprise privée. Les « cellules opérationnelles » chères au ministre démocrate-chrétien Califice, et qui sont une des trouvailles de la conférence, nous en éloignent sensiblement.



Venons-en aux positions des partis politiques.

Nous avons noté lors des interpellations parlementaires sur Gilly et Houdeng l'insistance des porte-parole du parti socialiste à réclamer « des profondes réformes de structure » et la mise en œuvre d'une initiative industrielle publique. Seule (du moins à notre connaissance) la section d'entreprise du PSB à Glaverbel-Gilly est allée au-delà de ces généralités : elle réclame un statut de contrôle public pour tout le secteur verrier. Au cours d'une réunion de son bureau, tenue le 17 septembre, la section faisait le procès de la gestion de Glaverbel. « Le bureau engage les travailleurs à réagir fermement et à dénoncer publiquement cette incapacité avouée du secteur privé verrier. Il soutiendra toute initiative de nature à démanteler la multinationale BSN-Glaverbel et à placer sur le secteur du verre belge un contrôle public. Il attire l'attention de l'opinion publique régionale sur les conséquences désastreuses d'un démantèlement de la verrerie carolorégienne, voulue par des financiers étrangers faisant fi de l'économie et de la prospérité de notre région. Le bureau invite tous les groupes politiques, économiques et sociaux de la région à faire entendre leur voix. »

Signalons aussi que la Ligue révolutionnaire des travailleurs (LRT) préconise, notamment dans son Dossier « Glaverbel-Mécaniver en procès », comme seule solution *durable*, « la nationalisation de Glaverbel, sans conditions, c'est-à-dire sans indemnisations et sous contrôle ouvrier ».

Pour ce qui est du parti communiste, nous avons analysé plus haut la portée de sa proposition de régie. Le PC avait dès le début du conflit, soutenu l'idée, avancée par les deux composantes du front commun syndical, d'une nationalisation dans l'hypothèse où le gouvernement ne parviendrait pas à convaincre la multinationale. De plus, ses militants et sa presse n'ont cessé de souligner les responsabilités du gouvernement et de l'Etat dans la situation de l'industrie verrière, mettant l'opinion ouvrière en garde contre les complaisances des pouvoirs publics à l'égard des monopoles. Le récent Manifeste de la fédération de Charleroi du PCB met en accusation les grandes sociétés financières et le gouvernement Tindemans, et appelle à l'union des progressistes pour imposer l'exploitation en régie de Glaverbel et des ACEC.

Certes, les communistes aussi préconisent des « profondes réformes de structure », mais un effort est fourni pour donner à cette notion déjà ancienne et encore ambiguë, un contenu concret. Leur analyse du capitalisme contemporain et de la crise les y aide. Si le régime capitaliste dure depuis plus d'un siècle et si l'appropriation privée des moyens de production et la course au profit restent aujourd'hui comme hier ses principaux fondements, son fonctionnement s'est modifié. La libre concurrence du XIX<sup>e</sup> siècle n'est plus qu'un mythe : une concentration industrielle et financière croissante a abouti à la création de monopoles toujours plus puissants, aux dimensions internationales. Ces monopoles, qui exploitent la force de travail de millions de travailleurs, exercent de surcroît une influence décisive sur l'Etat.

C'est la grande crise des années trente qui stimula la systématisation des interventions de l'Etat en faveur des monopoles, lesquels maîtrisent depuis lors les leviers essentiels de l'appareil étatique. Pendant quelques décennies, ces interventions massives des pouvoirs publics (sous forme de subventions, commandes

publiques, etc.) ont permis au système capitaliste, renfloué, de masquer certains de ses vices. La crise actuelle, dont M. Tindemans reconnaît lui-même le « caractère largement structurel », atteint le système dans tous ses mécanismes; elle affecte la société dans tous ses aspects sociaux, culturels, éthiques. Et les remèdes des années trente sont devenus inopérants.

Ces considérations nous permettent de traiter les problèmes de Glaverbel (pour ne citer que ceux-là) dans une vision globale — à l'échelle de la crise de régime — mais aussi dans une optique de classe, celle des intérêts des travailleurs, contre les monopoles.

## **OBJECTIF : REGIE**

Il est clair pour nous qu'une réforme structurelle frappant les monopoles « là où ça leur fait le plus mal », pour reprendre une formule utilisée par l'hebdomadaire « Combat », ne peut s'insérer dans la politique du gouvernement Tindemans.

C'est le cas par exemple pour les mises sous statut public du secteur du crédit et du secteur de l'énergie, domaines-clés de l'économie. Le parti communiste considère que ces mises sous statut public constituent des moyens minima pour combattre efficacement l'inflation et le chômage. Mais il sait que pour les imposer, un changement politique s'impose au préalable : seule une nouvelle majorité, dont feraient partie le gros des forces ouvrières et démocratiques, peut vouloir et peut réaliser la mise sous statut public des banques et de l'énergie.

En est-il forcément de même pour la mise sous statut public de Glaverbel, des ACEC, de Fabelta ? Non. En effet, Il s'agit dans les trois cas de secteurs que se sont appropriés des multinationales, mais que celles-ci sont prêtes aujourd'hui à démanteler, à vendre à l'encan. Or il est possible dès aujourd'hui d'empêcher ces démantèlements d'entreprises qui occupent une place importante dans le patrimoine industriel belge. C'est pourquoi la proposition de régie pour Glaverbel, les ACEC ou Fabelta peut être considérée comme un objectif de lutte actuel. Objectif certes difficile à atteindre : la régie ne sera pas un cadeau, ni le résultat d'une concertation en chambre. Elle ne saurait résulter que de luttes complexes, à livrer sur le plan professionnel, sur le plan interprofessionnel, et enfin nécessairement, sur le plan politique — toutes forces de gauche rassemblées. Mais objectif accessible, et dont la mise en œuvre peut à son tour changer le rapport des forces et donner un élan nouveau pour gagner les étapes suivantes.

D'ores et déjà, cette année de luttes pour l'emploi dans les différents sièges de Glaverbel a valeur d'exemple : elles témoignent de ce qu'il est possible, grâce à l'action ouvrière, de faire reculer une puissante multinationale. Elles démontrent aussi, ces luttes, qu'il existe une alternative à l'arbitraire des monopoles.



## L'O.N.U. et le sionisme

La récente résolution de l'O.N.U. condamnant le sionisme a braqué le projecteur de l'actualité sur cette idéologie au demeurant mal connue en dehors des milieux juifs.

Depuis la Révolution française, le judaïsme traversait une crise profonde. Dès qu'ils furent considérés, dans les pays où ils résidaient, comme des citoyens de plein droit, les juifs sortirent de leurs ghettos et participèrent activement à la vie publique.

La communauté juive fut traversée, pendant tout le XIX<sup>e</sup> siècle, par des courants contradictoires qui tentèrent de faire face à cette situation nouvelle.

Libérés des servitudes qui pesaient sur eux, les juifs, dans leur écrasante majorité, s'assimilèrent progressivement à leurs concitoyens; ce fut aussi le cas de ceux qui n'abandonnèrent pas leur pratique religieuse. Le mouvement religieux de la Réforme juive tenta d'adapter le culte pour concilier la fidélité des juifs envers les Etats dont ils étaient devenus citoyens avec leurs principes religieux.

La liturgie fut, par certains, purgée de l'attente du Messie qui ramènerait en Israël le peuple juif dispersé. La croyance mystique au retour sur la terre des ancêtres se serait rapidement évanouie si elle n'avait sans cesse repris vigueur par l'arrivée des juifs d'Europe orientale dont la situation n'avait pas évolué.

Bien qu'il ait existé en Russie des juifs favorables à l'assimilation, surtout pendant les périodes où le tsarisme faisait preuve de plus de tolérance religieuse, c'est dans ce pays que naîtra vers 1880 l'idée d'un retour vers la Palestine.

La première colonie juive s'y était établie peu avant, suscitée par un mouvement religieux qui voyait dans ce fait s'accomplir les paroles prophétiques.

La violente réaction, qui marqua l'arrivée au pouvoir du tsar Alexandre III en restreignant brutalement les droits des juifs, donna corps au projet nationaliste et conduisit, sous l'inspiration de Léo

Pinsker qui voyait dans l'antisémitisme une tare incurable de la société, au départ de nouveaux colons. Le mouvement fit tache d'huile dans les pays limitrophes. Théodore Herzl lui donna une idéologie dans son livre : « *L'Etat juif* » paru en 1895. En 1897, se tenait le premier congrès sioniste (pour le retour à Sion, — Jérusalem). Une vive opposition se fit jour à l'intérieur même des milieux juifs.

Sans parler des cercles favorables à l'assimilation, l'opposition religieuse fit entendre sa voix : le spiritualisme juif n'avait que faire, pour elle, d'un problème Etat. Des nationalistes juifs convaincus, tel Asher Ginzberg, comprirent déjà fort bien que l'Etat juif n'était qu'une solution imparfaite, puisque, d'une part, la majorité des juifs souhaitait ardemment demeurer dans les pays d'accueil et que, d'autre part, l'Etat juif rassemblerait des hommes nourris de langues et de cultures combien différentes. Tout au plus voyait-il un petit centre spirituel se former en Terre sainte.

Le sionisme, nationalisme d'opprimés, alimenté par les pogromes et par l'Affaire Dreyfus, apparaissait pourtant à beaucoup de juifs comme une piètre solution. Les dirigeants du jeune mouvement cherchèrent le soutien de la bourgeoisie juive d'Europe occidentale. En 1901, la Banque coloniale juive et le Fonds national furent mis sur pied mais le sultan turc — sous la domination duquel était placée la Palestine — resta sourd aux demandes de Herzl. Les Anglais lui offrirent de s'établir en Ouganda mais rien ne pouvait motiver les colons juifs de s'y installer. A force de persévérance, les sionistes obtinrent en 1917 une déclaration du Secrétaire d'Etat anglais aux Affaires étrangères, Lord Balfour. Nous croyons utile de la reproduire ici, car les sionistes l'invoquent volontiers. Elle n'envisageait pourtant pas encore la création d'un Etat juif.

*« Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un Foyer National pour le peuple juif et fera tous ses efforts pour favoriser cet objectif étant entendu que rien ne viendra porter atteinte aux droits civils et religieux des collectivités non-juives existant en Palestine, ou aux droits et à la situation politique dont les juifs jouissent dans tous les autres pays. »*

La guerre de 1914-18 s'apprête à changer la face du monde. La révolution d'Octobre en sortira, qui propose indistinctement à tous les peuples de Russie la libération de l'oppression nationale.

Faut-il rappeler ici combien il importait à Marx et à Lénine de resituer tout mouvement national dans son contexte historique et de classe ?

D'amples débats ont opposé naguère Lénine à ceux qui prétendaient maintenir au sein du mouvement ouvrier russe une organisation révolutionnaire juive distincte. Nous renvoyons à cet égard à l'article publié voici cinq ans dans les Cahiers (1).

Pendant l'entre-deux-guerres, le mouvement sioniste, renforcé par l'antisémitisme qui sévit dans de nombreux pays continue à pousser les juifs à trouver refuge en Palestine malgré l'attitude équivoque de l'Angleterre, sous le mandat de laquelle le pays a été placé, et malgré les heurts nombreux qui s'y déroulent avec la population arabe.

(1) Le problème juif, hier et aujourd'hui. Cahiers marxistes n° 9 (mars 1971).



Les juifs de Palestine qui étaient 50.000 en 1917, seront au nombre de 400.000 en 1939, 9.500.000 étaient restés en Europe. Parmi eux, plus de 6 millions périront dans les camps nazis, dont 1.800.000 n'avaient pas 14 ans.

Cet effroyable massacre allait peser très lourd dans le sort de la Palestine.

Les sionistes réclament pour les survivants l'immigration illimitée et la création d'un Etat juif pour lequel ils combattent l'occupant anglais. Les juifs furent bientôt 60.000 en Palestine.

Incapables avec 100.000 hommes, de se maintenir plus longtemps, les Anglais en appelèrent à l'O.N.U. en 1947. Tout paraissait en place pour un sanglant affrontement. Rien, dans le peuplement juif de la Palestine ne pouvait préparer la création d'un Etat indépendant où les deux communautés pussent coexister. Les sionistes étaient décidés à forcer la création d'un Etat juif dans un pays qui comptait deux tiers d'Arabes. L'O.N.U. ratifia le plan de partage que les Arabes refusaient. Devant la situation qui s'ensuivit, l'Angleterre et les Etats-Unis tentèrent de revenir sur le plan de partage. Mais les dés étaient jetés et les juifs proclamèrent leur Etat, qui fut reconnu par les Etats-Unis et l'Union soviétique.

L'histoire récente est mieux connue. Quels que soient les torts que l'on doit attribuer aux milieux réactionnaires arabes, dont le nationalisme étroit répondait à celui des juifs, l'aveuglement des sionistes à l'existence d'une autre communauté est demeurée une constante de la politique israélienne.

Comme le note l'organisation palestinienne El Fath : « *Le peuple du Livre, les hommes de la Lumière, les victimes des pogromes russes, du génocide nazi, de Dachau et d'autres camps de concentration allemands ferment leurs yeux et leurs oreilles et changent de rôle, d'opprimés devenant oppresseurs. C'est le paradoxe juif des temps modernes.* » (2)

C'est bien de ce cercle vicieux qu'il faut aujourd'hui sortir. Trente ans ont donné corps à un Etat juif dont nous ne songeons pas à remettre l'existence en cause mais dont la politique doit être combattue jusqu'à ce que s'engagent des négociations avec les Palestiniens pour trouver une solution acceptable à l'exercice de leurs droits nationaux légitimes.

Peut-on dire que la résolution de l'O.N.U. condamnant aujourd'hui le sionisme comme une forme de racisme y ait contribué ? Probablement pas.

En effet, le rejet du sionisme peut apparaître, malgré les dénégations de plusieurs Etats signataires, comme une volonté de nier l'Etat même d'Israël. C'est évidemment cette ambiguïté que les milieux sionistes exploitent.

En outre, le sionisme, dont nous venons de retracer brièvement l'histoire, ne peut être assimilé, réduit au racisme.

Ailleurs dans le monde s'affrontent aussi des mouvements nationalistes exacerbés sans que l'on songe à dresser ce parallèle.

Le sionisme doit être combattu, certes. Il suffit d'imaginer que les Noirs des Etats-Unis pour échapper aux discriminations raciales dont ils sont l'objet songent à retourner massivement dans un pays

---

(2) El Fath. La révolution palestinienne et les juifs. Editions de Minuit.

d'Afrique pour se rendre compte de ce que la généralisation de telles solutions au racisme ou à toute autre forme de xénophobie apporterait.

L'idéologie sioniste n'est certainement pas étrangère aux formes de racisme que l'on rencontre en Israël. De sérieuses tensions apparaissent entre les communautés juives elles-mêmes. Et les témoignages, récemment traduits en français, de l'avocate israélienne Felicia Langer, et de M. Shahak, président de la Ligue israélienne des droits de l'homme, convergent à cet égard : l'Etat d'Israël pratique des discriminations systématiques envers les « non-Juifs », et particulièrement envers les Palestiniens des territoires occupés (3).

Pour plus de clarté, néanmoins, c'est la politique expansionniste d'Israël qu'il faut condamner. L'appel des organisations palestiniennes en vue d'une Palestine démocratique doit être entendu. Il propose sans doute une solution idéale, mais à défaut d'un plan réaliste d'application immédiate, il offre une incontestable base de discussion. Israël en face de lui s'enferme dans l'obstination de ne pas reconnaître l'interlocuteur palestinien.

Il s'obstine à ne vouloir traiter qu'avec des Etats, et de préférence avec les plus réactionnaires d'entre eux, prêts à négocier sur le dos du peuple palestinien.

C'est par son propre aveuglement que le gouvernement israélien compromet la sécurité et l'avenir de sa population.

(3) « Je témoigne » par F. Langer, Editions sociales, Paris. « Le racisme de l'Etat d'Israël » par I. Shahak, Guy Authier, Paris.



**les  
Bons d'épargne  
CGER  
ça rapporte!**

CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE



## Emile Verhaeren et la Russie

Quelques remarques à propos d'inédits

Emile Verhaeren est, malheureusement, un poète dont on ne parle plus beaucoup, sur qui on écrit peu, et ce n'est sans doute pas par hasard. C'est dommage. Il n'est plus guère à la mode semble-t-il, sans doute gêne-t-il quelque peu. Un silence maintenant trop rarement troublé s'installe autour de son nom et de son œuvre, que certains traitent même de haut, méprisent ou affectent de mépriser. Il ne nous appartient pas de traiter ici de la place du poète belge dans les lettres françaises et dans les mouvements novateurs de la poésie à la fin du 19<sup>e</sup> et au début du 20<sup>e</sup> siècles, cela a d'ailleurs été fait par plusieurs auteurs.

Et pourtant... On sait que Stephan Zweig a consacré à Verhaeren une monographie; l'université de Leeds a décerné autrefois au poète le titre de docteur honoris causa (1), l'Académie française, en la personne de Henri de Régnier, se dérangeait à Bruxelles en 1920 pour lui rendre hommage (2) et on sait que l'Académie française ne se dérange pas facilement à Bruxelles...; un buste de Verhaeren par César Scrouvens était offert à la ville de Rouen (3), à Rouen encore on inaugurait son monument le 11 novembre 1928; certains Belges, trop peu nombreux, entretiennent pieusement son souvenir par le tombeau de Saint-Amand et occasionnellement par le Caillou-qui-bique, mais on ne réédite ses œuvres qu'au compte-gouttes et on ne lui consacre plus guère de conférences ou de soirées, à lui qui en avait tant consacrées aux autres et pour les autres... Le centenaire de sa naissance il y a vingt ans, en 1955,

(\*) Docteur en philologie et histoires slaves.

(1) 17 novembre 1914.

(2) Discours du 19 janvier 1920 de M. Henri de Régnier, au nom de l'Académie française, en l'honneur de Verhaeren; Paris, 1920, Institut de France, 9 pages.

(3) Soirée de la ville de Rouen en l'honneur du poète, mardi 28 avril 1925.

aura été l'occasion cependant de quelques articles et manifestations, la bibliographie de son œuvre a été établie jusqu'en 1953 (4), de-ci de-là une petite cérémonie évoque son souvenir, mais on attend toujours une bonne édition scientifique, académique, ou tout au moins critique, complète, des écrits de Verhaeren, incluant donc les inédits et sa correspondance... (5). Nul n'étant prophète en son pays, comme cela arrive trop souvent, l'étranger semble s'intéresser plus que la Belgique à nos grands écrivains et à nos talents, à Verhaeren en particulier...



Laissant à d'autres le soin de parler de Verhaeren en Occident, nous voulons évoquer ici l'émouvante fortune du poète belge en Russie, et plus brièvement, en Bulgarie.

C'est à partir de 1904 et surtout de 1906 que Verhaeren commença à être vraiment connu en Russie. Presque toutes les livraisons de la revue *Vesy* (*La Balance*), alors porte-parole du symbolisme, animée (1904-1909) par le poète Valéri Brioussov, contenaient des traductions de poésies de Verhaeren. La même année 1904, Brioussov publiait un choix de poésies de notre compatriote en un livre de 132 pages, réédité en 1906; dès lors, Verhaeren devait être traduit en russe, édité et réédité à de nombreuses reprises, avant et après la Révolution de 1917. Brioussov fut en effet son traducteur le plus enthousiaste et le plus énergique : le critique soviétique V. Dronov l'appelle le « Colomb de Verhaeren », qui non seulement découvrit le poète belge mais le révéla à la culture russe (6). Il n'est que juste de rappeler aussi les traductions du poète G. Chengeli (plusieurs traductions en 1922, traductions d'ailleurs critiquées par Brioussov (7), non sans raison, comme le rappelle Dronov, op. cit., p. 231), celles de V. Fiodorov, N. Kontchevskaïa et, même, c'est moins connu, de l'excellent poète et peintre M. Volochine (Odessa, 1919). Volochine avait d'ailleurs consacré au poète belge son article « Emile Verhaeren et Valeri Brioussov » (en russe, *Vesy*, 1907,2). Le grand poète Alexandre Blok aussi s'essaya à traduire Verhaeren. Parmi les traducteurs russes de Verhaeren, on retrouve aussi le nom de V. Tchernov. La publication de Gorki, « Znanie », publia plusieurs traductions du poète belge dues à A. Loukianov, G. Tchoulkov et N. Stepanova. Gorki et Brioussov ne furent pas seuls à s'intéresser à Verhaeren. A. Lounatcharski, futur commissaire du Peuple à l'Instruction, lui consacra en 1913 et 1914 plusieurs essais, malheureusement oubliés ou trop peu connus. Citons parmi ceux-ci l'article « Le chantre d'un monde nouveau » publié en janvier 1914 dans le journal « Vestnik portnykh » et ayant entraîné des poursuites judiciaires de la part des autorités (8). Un discours de Lounatcharski, prononcé le 12 décembre 1916 à Genève, était publié en français dans le journal genevois « Demain » (1916, N° 11-12), dans

(4) J.-M. Culot, *Bibliographie de Emile Verhaeren*, Bruxelles, 1954.

(5) Voir : *Emile Verhaeren, Les meilleures pages*, présentées par Lucien Christophe, Bruxelles, 1955, p. 143.

(6) V.S. Dronov, « Valeri Brioussov et Emile Verhaeren » (en russe) (*Brioussovskie tchtenia 1962 goda*, Erevan, 1963, pp. 216-231).

(7) Petchat' i revolioutsia. 1923, 3.

(8) Voir : N. Jdanovski, « Un article peu connu de A.V. Lounatcharski sur Emile Verhaeren : « Le chantre d'un monde nouveau » (en russe) (*Izvestia Akademii Nauk SSSR, otd. lit. i iaz.*, 1963, XXII, 2, pp. 124-126).



lequel Lounatcharski rendait un vibrant hommage à Verhaeren, caractérisait son œuvre et soulignait son importance pour les Russes (9).

C'est donc surtout, mais pas exclusivement, au grand poète russe Brioussov, que Verhaeren doit d'être si connu en Russie d'abord, en URSS ensuite. En fait, Brioussov vouait à Verhaeren une admiration sans bornes comme en témoignent non seulement ses lettres, son activité lors du voyage de Verhaeren en Russie, mais encore ses dédicaces sur les volumes qu'il envoyait à notre poète (« au très grand et très cher Maître »). Il faut être reconnaissant à V. Dronov d'avoir fait le point sur cette question et apporté d'utiles précisions.

On a célébré il n'y a guère le 100<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Brioussov (1873-1924) et ceci est peut-être une raison de plus d'évoquer son « maître ». La prestigieuse collection de l'Académie des Sciences de l'URSS « L'Héritage littéraire » prépare d'ailleurs un gros volume consacré à Brioussov et on y trouvera, plus d'une fois, le nom de l'auteur des « Villes tentaculaires » et de « Toute la Flandre »...

Signalons aussi qu'en 1913, dans « Golos minouvchego » le critique Marie Vesselovskaïa consacrait plusieurs pages intéressantes à trois écrivains belges dans un essai intitulé « Les aînés et les isolés de la nouvelle littérature belge (Van Hasselt, De Coster, Pirmez) », mais il faut dire que Verhaeren n'y est cité qu'en passant.

Récemment, M<sup>me</sup> L. Charguina-Nemeti a brièvement, trop brièvement à notre avis, évoqué l'importance de Verhaeren pour les symbolistes russes (10). G. Donchin l'a fait plus en détail (11), mais a limité son analyse à ce mouvement et par là même limité la portée de l'œuvre de Verhaeren et l'influence du poète, sa résonance populaire.

Maïakovski, dans sa poésie « Ténèbres » (1916) évoque la disparition tragique de notre compatriote :

« L'un après l'autre s'en vont les grands,

» Mastodonte après mastodonte...

» Aujourd'hui sur Verhaeren se sont fâchés les cieux »... (12)

La poétesse Anna Akhmatova évoque son nom en passant, notamment dans ses souvenirs sur Blok (13).

Une bonne analyse de l'œuvre de Verhaeren et une appréciation du point de vue russe, sont données dans « Cent ans de littérature belge » (en russe) du prof. L. Andreev, Moscou, 1967, pp. 352-416, et dans le livre de I. Chkounaeva « Le drame belge de Maeterlinck à nos jours », Moscou, 1973, pp. 163-222 (en russe également).



(9) Voir : « Emile Verhaeren. Discours prononcé à la soirée en mémoire du poète à Genève le 12 décembre 1916 » (en russe) (*Literaturnoe Nasledstvo AN SSSR*, t. 82, A.V. Lounatcharski, Moscou, 1970, pp. 302-308).

(10) « Le symbolisme russe et ses rapports avec les littératures française et allemande » (*Revue de l'Université de Bruxelles*, 1974, 3-4, p. 313).

(11) G. Donchin, *The influence of French symbolism on Russian poetry*. La Haye, 1958, pp. 20-23, 151-162, 182-185, etc.

(12) « Mrak », parue dans *Novy Satirikon*, 1916, 49, 1 déc. Voir *Œuvres de Maïakovski*, tome I, Moscou, 1955, pp. 118-119.

(13) Voir *Zvezda*, 1967, No 12, pp. 186-187.

A. Emile Verhaeren.

Les organisations ouvrières de Moscou  
sont heureuses de Vous témoigner leur  
joie à l'occasion de Votre séjour en  
Russie.

Votre nom est aimé et cher au prolé-  
tariat international, et particulièrement il  
nous est cher, à nous, qui, plus que les ouvriers  
des pays étrangers, avons besoin d'une conscience  
courageuse du renouvellement du monde.

Votre génie, fort d'esprit d'enthousiasme  
et de lutte ouvre les lourdes portes dans le  
monde harmonieux de la joie, monde d'égalité  
et de fraternité. Avec Vous, nous croyons  
à "L'aurore" à venir qui nous annoncera  
le "livre du soleil brillant également pour tous."

Les organisations ouvrières de Moscou.

Le 18<sup>e</sup> décembre 1913.





C'est en novembre 1913 que Verhaeren se rendit, sur invitation, à Pétersbourg et à Moscou où il fut reçu triomphalement, rencontra de nombreux représentants de l'intelligentsia russe et fit trois conférences. Les nombreux documents d'archives, relatifs à ce voyage et conservés dans le fonds Emile Verhaeren, permettent d'en retracer assez fidèlement les grands moments. Dans cet essai, nous voulons nous pencher essentiellement sur le fonds russe des archives Verhaeren, peu connu et resté inutilisé, pratiquement inédit, et présentant pourtant un intérêt considérable. Il est conservé au Musée de littérature près la Bibliothèque royale de Bruxelles (14).

Nous pensons indispensable d'en donner ici la description et quelques extraits, points de départ pour des recherches plus approfondies et spécialisées.

Verhaeren lui-même nous a expliqué (notamment dans les « Impressions de Moscou » dont il est question ci-dessous) d'où lui était venu, dès l'enfance, cette curiosité pour la Russie : les récits colorés de sa bonne qui avant d'être engagée chez les Verhaeren avait été au service d'une famille russe et avait visité Moscou et le Kremlin : « Et tout d'abord sachez que jamais je ne fus plus impérieusement attiré par une ville que par Moscou. La raison en est toute simple : dans ma petite enfance, j'eus une bonne qui fut, avant de se mettre en service chez mes parents, au service d'une famille russe. Cette bonne avait au cours d'un voyage avec ses anciens maîtres, visité le *Kremlin*. Elle m'en parlait, souvent, le soir, à l'heure du coucher, pour appeler les rêves sur mon front. Le mot « *Kremlin* » avec sa sonorité exotique charmait mon oreille; je me le répétais quand j'étais seul; il me devint une sorte d'obsession; j'interrogeais et je réinterrogeais ma bonne; je voulais le connaître et je n'y parvenais pas. D'autant que ma bonne ne me donnait jamais une explication nette. Elle parlait d'églises, puis de palais, puis de canons, puis de cloches. Le Kremlin était tout et n'était rien. Il était tantôt une caserne et tantôt un temple; tantôt un arsenal et tantôt un couvent. Mon esprit d'enfant se perdait à vouloir comprendre... » (15).



Nous laisserons de côté ici la correspondance entre Brioussov et Verhaeren, qui doit paraître cette année dans le volume « Brioussov » du *Literaturnoe Nasledstvo*. On pourrait y revenir dans un article particulier. Les autres documents d'archives étant de nature très diverse, pour des raisons de facilité, nous les classerons suivant le type auquel ils appartiennent :

**1. Adresses de bienvenue d'organisations russes à Verhaeren lors de son voyage :**

1. — Les organisations ouvrières de Moscou, 18(5) décembre 1913. Couverture décorée à la main (aquarelle, dessin et gouache), représentant le Kremlin et St. Basile, avec motif ornemental. (voir annexe1).

(14) Nous en publions par ailleurs une brève description en langue russe dans le volume en l'honneur de l'académicien M.P. Alexeev (1976) et avons consacré une communication au colloque MAPRIAL sur les liens entre littératures occidentales et russe au 20e s. tenu à Gargnano (sept. 1975). Nous remercions M. War-moes qui a bien voulu en mettre les pièces très éparses à notre disposition.

(15) « *Impressions et souvenirs de Moscou* », p. 1. (Manuscrit).

2. — Les étudiants de l'Institut forestier.
3. — Un groupe de travailleurs du cercle « Znanie ».
4. — Les étudiants de la faculté d'économie politique de l'université populaire de l'île Vassilevski (16). Porte 40 signatures individuelles.
5. — La société des auteurs-éditeurs.
6. — Le cercle ouvrier « La source de la lumière et du savoir ».
7. — Les étudiants de l'Institut forestier, deuxième document suivi d'environ 130 signatures. A cette adresse se sont joints : le comité de la société moscovite d'aide à l'organisation des loisirs éducatifs populaires, en date du 2 déc. 1913; la société moscovite d'aide mutuelle des employés de commerce, en date du 4 déc. 1913; la commission d'aide à l'organisation des cercles d'art dramatique et musical; la rédaction de l'édition ouvrière « La famille travailleuse »; la direction de la société professionnelle de la fabrication des chaussures; un groupe de membres de la direction de la société professionnelle des travailleurs de l'industrie de la confection de Moscou et un groupe de travailleurs de la société de la confection (12 signatures); la société « Le repos raisonnablement organisé » (club ouvrier); 547 membres des organisations ouvrières de Moscou; la direction de la société moscovite des ouvriers du bois.
8. — Les étudiants démocratiques de l'Institut commercial de Moscou (environ 190 signatures).
9. — Un groupe d'étudiants; pièce datée du 15(28) oct. 1908.
10. — La société des Grandes Conférences, avec les signatures de Henri Tastevin, le comte Alexis Tolstoï et B. Zaitsev.
11. — La société littéraire russe (adresse de bienvenue imprimée), 43 signatures + environ 100 autres sur feuilles séparées.

## II. a) Lettres (autre celles de Brioussov) :

1. — Du peintre L.O. Pasternak (père du poète), 1 lettre.
2. — De Henri Tastevin, 4 lettres, 1913-1914.
3. — De Z. Hippius, 1 lettre avec traduction en français d'une de ses poésies, « Je veux ».
4. — Du biologiste I. Metchnikov, 2 lettres de 1909 et 1915.
5. — Du peintre L. Bakst, auteur des décors et costumes pour la pièce de Verhaeren « Héliène de Sparte » (17).
6. — Une lettre du 6 déc. 1913 du critique d'art moscovite Touguenhold, accompagnée d'une adresse de 4 pages, vibrant hommage au poète pour son travail en faveur de l'art.
7. — Lettres du poète bulgare Gueo Milev (voir ci-dessous).

## b) Cartes de visite :

- de I. Metchnikov, L. Pasternak, S. Mamontov, K. Mardjanov (Théâtre libre de Moscou).  
Une carte de visite de Mamontov où le nom de celui-ci est barré et remplacé par le nom et l'adresse manuscrites de I. Bou-nine. Au revers, Verhaeren a noté en abrégé l'emploi du temps de ses soirées à Moscou et quelques rencontres.
- c) Texte dactylographié et traduction d'un poème de Lev Jdanov à Verhaeren, daté du 25.XI (8.XII) 1913, St. Pétersbourg.

(16) A Pétersbourg.

(17) Voir programme du théâtre parisien du Châtelet pour mai-juin 1912. En mai 1912, le Châtelet avait donné 6 représentations de gala de « Héliène de Sparte » avec costumes et décors de Bakst et mise en scène d'Alexandre Sanine. Ida Rubinstein interprétait Héliène.

Rappelons que « Héliène de Sparte » avait été traduite en russe et en allemand avant d'être éditée en français.



### III. Documents officiels et invitations :

1. — Lettre-recommandation de l'ambassade de Russie à Paris, destinée aux fonctionnaires de la douane russe, afin de faciliter les formalités au « journaliste belge » Emile Verhaeren.
2. — Passeport international de Verhaeren avec cachets (notamment celui de l'hôtel « Bristol » à Varsovie).
3. — Un certificat d'identité de Verhaeren avec une recommandation du fonctionnaire Davignon (14 nov. 1913) aux agents diplomatiques en Russie.
4. — Un carton d'invitation au Salon artistique, au nom de Verhaeren invitant celui-ci à assister à la conférence de Henri Tastevin « Le futurisme, son esthétique et sa compréhension du monde » le 13 décembre 1913.
5. — Quelques exemplaires de l'invitation-programme de l'Alliance française de Pétersbourg annonçant la conférence de Verhaeren « La culture de l'enthousiasme » dimanche 24 novembre à 8 h 30 du soir dans la salle de l'école Tenichev; contient une brève biographie du poète et deux poésies : « Un soir » et « Aphorismes ».
6. — Un exemplaire du bulletin français de Varsovie du lundi 15 décembre 1913, N° 41, annonçant la conférence de Verhaeren « La culture de l'enthousiasme » dans la grande salle des Techniciens.

### IV. Coupures de presse :

1. — Un cahier avec souscription autographe en français « Emile Verhaeren à Pétersbourg et à Moscou. Décembre 1913. Documents collectionnés (18) par Valère Brussov (coupures des revues et des journaux) ». Le poète russe a ajouté au titre « Au très grand et très cher Maître en souvenir. Valère Brussov. Moscou 1913, 22 décembre ». Les coupures sont au surplus annotées par Brioussov.
2. — Un cahier avec d'autres coupures de presse sur le séjour de Verhaeren en Russie.
3. — Un cahier avec des coupures à propos du banquet du 8 décembre 1913, avec résumé et traduction de Brioussov.

### V. Matériaux divers :

1. — Traduction française par Brioussov de son article sur « La Belgique sanglante » paru dans « *Rousskie Vedomosti* », 5 (18) juillet 1915, N° 154.
2. — Livres : — E. Verhaeren. *Hélène de Sparte*. Traduction russe de Brioussov, Moscou, Edit. Scorpion, 1909.  
— V. Brioussov. *Zemnaïa os'*. Moscou, Edit. Scorpion, 1910, 2 édition, avec dédicace « A Emile Verhaeren en admiration. Valère Brussov, 1910 ». Le livre est illustré de dessins modernes, expressionnistes d'Alberto Martini.
3. — Résumé français du libretto « La foire à Sorotchintsy » (19) représentée au théâtre libre de Moscou.
4. — Photographie d'Em. Verhaeren parmi ses auditeurs et admirateurs russes à Moscou.

### VI. Textes autographes de Verhaeren :

1. — Texte de sa conférence « La Flandre et les héros de Flandre », contenant un poème « La Flandre » (voir annexe 2); 27 pages.

(18) « Collectionnés », dans le texte.

(19) D'après Gogol', musique de Moussorgski.

2. — Texte intitulé « Impressions et souvenirs de Moscou », 16 pages.
3. — Texte d'un article intitulé « L'admirable Russie », 7 pages.  
Le fonds Verhaeren conserve aussi le texte autographe de l'autre conférence prononcée en Russie « La culture de l'enthousiasme », mais il est possible que ce soit le texte qui a servi plus tard lors de la même conférence à Lausanne (29 pages).
4. — Lettre autographe de Verhaeren à la traductrice russe de « La Belgique sanglante » (Moscou, 1915) devant servir de préface à l'édition russe (20) (voir annexe 3).
5. — Bref discours de Verhaeren, prononcé à une des réunions organisées en son honneur (annexe 4).

De ces différents documents, fort divers, qui témoignent non seulement de l'intérêt des Russes pour Verhaeren, de leur appréciation de son art, mais de tout ce que le poète incarnait à leurs yeux, non seulement dans l'intelligentsia mais aussi parmi les ouvriers (il est émouvant de constater que Verhaeren était connu, apprécié et respecté des cercles ouvriers russes, plus mûrs politiquement et intellectuellement que bien des mouvements ouvriéristes et gauchistes d'aujourd'hui...), documents que nous ne pouvons commenter longuement ici, un des plus remarquables est sans doute celui intitulé « Impressions et souvenirs de Moscou », brouillon autographe de Verhaeren. Ce texte est particulièrement intéressant à plus d'un titre. Les impressions de Verhaeren sur Moscou sont par définition quelque chose qui vaut qu'on s'y arrête. Ces souvenirs permettent à la fois de connaître l'emploi du temps de Verhaeren à Moscou, en les confrontant à d'autres données connues, de savoir ce qu'il eut l'occasion de visiter dans l'ancienne capitale et de découvrir ses réactions devant la culture russe sous ses diverses formes — et aussi devant la représentation de « L'oiseau bleu » de Maeterlinck ! — et devant la vie des rues de Moscou. Il y a là des observations pertinentes, fines et profondes dans un domaine où les Occidentaux en général, même parfois les mieux disposés envers la culture russe, se montrent souvent moins perspicaces, plus superficiels et hâtifs dans leurs jugements, nous voulons parler de la peinture russe d'époque moderne (21).

Fréquemment, de nos jours encore, les visiteurs occidentaux n'apprécient de la peinture russe que l'époque médiévale ou, quelquefois, les courants modernistes des années vingt de ce siècle. Le 18<sup>e</sup> s. est ignoré et regardé avec un certain dédain parce que trop « occidental » et, au contraire, le 19<sup>e</sup> parce que « trop russe », trop lié aux préoccupations du moment, dont il est un reflet considéré comme trop direct, autrement dit trop réaliste ou trop anecdotique. Bien sûr, en Belgique et surtout en France, plus qu'ailleurs, nous sommes gâtés par ce que le 19<sup>e</sup> s. a donné au monde en peinture, ce qui fausse quelque peu le jugement. Même les meilleurs peintres russes du 19<sup>e</sup> — début 20<sup>e</sup> sont ignorés chez nous. Il est d'autant plus frappant de voir qu'Emile Verhaeren, critique d'art, qui aimait tant la peinture française et belge et appréciait Ensor, s'est donné la peine d'examiner de près les tableaux russes

(20) La traductrice était N. Kontchevskaja. On verra avec quelle colère passionnée, non exempte de chauvinisme, Verhaeren parle des Allemands, mais il faut se replacer dans le contexte de l'époque et ne pas demander au poète plus qu'il ne pouvait...

(21) Pour ce qui est de la peinture médiévale, les icônes, que l'exposition de Moscou de 1913 venait à peine de révéler au public russe, il est peu probable que Verhaeren ait eu l'occasion de la découvrir, il ne nous en dit en tout cas rien.



qu'on lui montrait en même temps que ceux des écoles modernes françaises et les a mieux compris que n'importe qui des critiques occidentaux. C'est avec admiration qu'il évoque « les plus beaux Gauguin qu'on puisse voir au monde » de la collection Chtchoukine et les Matisse (il dit à propos de Matisse : « C'est à pleine fanfare qu'il sonne son hymne d'artiste à la gloire d'un art violent et farouche; il y emploie les cuivres bien plus abondamment que les violons »), Picasso (dont il admire le talent mais à propos de qui il émet des réserves : « le cubisme ne me paraît guère favoriser le développement d'une école large et féconde. Jusqu'à présent il contrecarre plutôt la personnalité des artistes et la fait aboutir à une sorte d'anonymat »); à propos des impressionnistes, il s'exclame : « comme Monet, Renoir, Degas, Van Gogh, Sisley me requièrent sans réserves ! » Il admire et commente, en relevant l'influence de Courbet, les impressionnistes de la collection Morozov, notamment les Cézanne. Mais c'est avec une aussi grande perspicacité qu'il découvre, accompagné du peintre, restaurateur et historien d'art I. Grabar', les excellents portraitistes russes du 18<sup>e</sup> s. Rokotov, Levitski, Borovikovski, et les œuvres de Kiprenski et d'autres, note le romantisme de Brioullov, est séduit par Tropinine. Il apprécie surtout l'intimiste Somov, en même temps que le méticuleux Fedotov, s'arrêtant devant « La femme en bleu » et « La femme en rose » et note avec justesse à son propos et à propos de Benois que « ces deux peintres semblent tous les deux prolonger jusqu'à nous en le modifiant, le charme suranné mais exquis d'un dix-huitième siècle fantaisiste »; il rend hommage à Grabar' et à ses paysages d'hiver, découvre Vroubel qui, comme on pouvait s'y attendre, quand on connaît ce peintre original, étrange, l'impressionne et le déconcerte, apprécie Doboujinski et quelques autres encore (annexe 5) (22).



Verhaeren est bien connu aussi en Bulgarie et il a influencé la poésie bulgare de façon non négligeable. Il ne nous appartient pas d'en faire ici l'analyse détaillée qui dépasserait le cadre de cet article (23), mais nous voulons évoquer au moins quelques faits. Un des propagateurs ardents de l'art de Verhaeren en Bulgarie fut le très grand poète Gueo Milev, une des figures les plus marquantes de la littérature bulgare moderne, sauvagement assassiné par les fascistes de son pays en 1925.

Le fonds Verhaeren conserve 3 lettres et deux cartes postales de Milev au poète belge, qui ont été publiées sur nos indications par M. Ranguel Bojkov, en traduction bulgare (24) avec photos de l'original français. Nous nous proposons de les publier dans un autre article, avec les lettres de Verhaeren conservées à Sofia.

(22) Nous ne pouvons malheureusement, dans le cadre de cette publication, songer à décrire l'œuvre de tous ces peintres pour nos lecteurs belges qui ne les connaîtraient pas. Celui qui désire y voir plus clair et s'informer sur ces toiles qui intéressent Verhaeren devra se reporter aux catalogues des musées russes et aux histoires de l'art russe.

(23) Le livre de S. Khadjikosev, « Le symbolisme bulgare et le modernisme européen » (en bulgare), Sofia, 1974, consacre trop peu d'attention à ce problème et celui-ci devrait faire l'objet d'une étude spéciale détaillée. La revue en français « La Bulgarie d'aujourd'hui » publiait en 1955 un article de N. Dontchev « Gueo Milev et Verhaeren ». P. Pavlova a publié à Sofia en 1950 un petit essai sur Verhaeren intitulé « La vole créatrice d'Emile Verhaeren. Notes critiques » (en bulgare). Il existe certainement d'autres travaux bulgares plus récents consacrés au poète belge.

(24) Piamák, 1974, No 13, pp. 92-98.

Comme le rappelait N. Dontchev, en 1914 Gueo Milev faisait imprimer sur des feuilles volantes ses traductions de quelques poésies de Verhaeren. En 1922, il publiait en traduction poétique seize œuvres de Verhaeren empruntées à divers recueils, précédées d'un portrait littéraire de Remy de Gourmont. Dans son « Souvenir d'Emile Verhaeren » (1920), Milev parle du poète belge comme de son maître, d'un exemple et d'un idéal.

C'est en août 1914 que Milev avait rencontré Verhaeren à Londres. L'*Observer* ayant publié « La Belgique sanglante » et invité les réfugiés belges à l'Union Chapel où Verhaeren lisait son poème, Milev se rendit chez le traducteur anglais de notre poète pour rencontrer celui-ci. Milev revenu en Bulgarie, une correspondance s'établit entre les deux écrivains. Verhaeren envoya à son admirateur ses essais « Un livre occasionnel sur la guerre en Belgique » et Milev traduisit quelques articles en bulgare. Gueo Milev a traduit aussi la pièce « Le Cloître ». La dernière lettre de cette correspondance date de la fin de l'été 1915. Parmi les autres traducteurs de Verhaeren en bulgare, on peut mentionner aussi E. Bagriana. Ceci n'ouvre que le chapitre de Verhaeren en Bulgarie... A d'autres de l'écrire !



Il va de soi que cette brève évocation n'épuise pas le sujet. Beaucoup d'autres choses devraient, devront être dites sur Verhaeren en Russie. C'est la tâche des spécialistes de cette époque.



ANNEXES (nous respectons le style, l'orthographe et la ponctuation des originaux) :

1. A Emile Verhaeren.

Les organisations ouvrières de Moscou sont heureuses de Vous témoigner leur joie à l'occasion de Votre séjour en Russie. Votre nom est aimé et cher au prolétariat international et particulièrement il nous est cher, à nous, qui, plus que les ouvriers des pays étrangers, avons besoin d'une conscience courageuse du renouvellement du monde. Votre génie, fort d'esprit d'enthousiasme et de lutte ouvre les lourdes portes dans le monde harmonieux de la joie, monde d'égalité et de fraternité. Avec Vous, nous croyons à « L'aurore » à venir qui nous annoncera le « lever du soleil brillant également pour tous. »

Les organisations ouvrière de Moscou  
Le 18/5 décembre 1913.

2. Poésie sur la Flandre, contenue dans le texte de la conférence de Verhaeren « La Flandre et les héros de Flandre », pp. 26-27 :

J'ai ton image dans mes yeux  
Pays de Flandre  
Et quand le soir pour t'aimer mieux  
Je songe à ceux  
Qui furent et tes fils et mes aïeux,  
Pays de Flandre,  
Je te sens de mes yeux  
Jusqu'en mon cœur descendre

C'est là qu'est le foyer  
Où mon amour profond ose te bégayer  
Ce qu'un mot net et trop précis ne peut te dire  
Tu m'y rejoins, O Flandre, avec ton lent sourire  
Tu prend mes mains entre tes mains  
Et doucement tu les poses et sur ton sein  
Et sur tes yeux sacrés d'où coulèrent les larmes.  
Oh le tremblant respect qui m'envahit alors  
Tandis que tu m'étreins en tes larges bras forts  
Contre ton flanc, revêtu d'armes.

Je ne mérite pas que tu m'aimes ainsi  
Je suis si loin de ceux qui au temps des orages  
Dédièrent à ton salut tout leur courage  
Et maintenant, dûment, leur vie à ta merci  
Je ne puis te donner hélas ! que mots sonores  
Se liant l'un à l'autre avec quelque bonheur  
Mais j'y veux rassembler une telle ferveur  
Que dans mille et mille ans on t'aimera encore  
Rien qu'à sentir ton nom à mes rythmes mêlé  
Et ce nom clair et tendre

O Flandre

Sur des lèvres d'enfant et de héros, trembler.

E. Verhaeren.

### 3. LETTRE-PREFACE

Je suis vraiment heureux chère Madame que grâce à votre traduction, mon petit livre : la Belgique sanglante, va se répandre de plus en plus en Russie. Déjà la version française y est connue de quelques-uns. Je souhaite que le peuple à son tour s'intéresse à la version russe. Il y verra les souffrances que les Belges endurent et ont endurées depuis bientôt quinze mois; il les comparera aux siennes et ce parallèle tragique le renseignera sur la cruauté de ses ennemis qui se prouve partout la même. Ce qui apparaît surtout en cette guerre c'est que ceux qui veulent tenir l'Europe sous leur domination sont inférieurs aux races qu'ils oppriment et qu'ils manquent du don d'intelligence et de finesse pour comprendre à quel point ils sont rétrogrades et barbares. La grande tare de l'âme allemande est qu'elle est une âme sans force fraternelle. Elle s'est appauvrie de tous les hauts sentiments qu'avaient essayé d'y propager les Schiller et les Beethoven. Elle s'est faite dure et féroce, mercantile et militaire, rébarbative et pédagogique. Elle est l'ennemie du monde moderne. L'âme russe tout au contraire tend vers la grandeur morale la plus large. J'en eus les preuves les plus rassurantes lorsqu'en 1913 je me rendis à Péterbourg et à Moscou et que j'y eus l'honneur de converser avec vos savants, vos publicistes, vos étudiants et vos poètes. Oh l'admirable milieu ! L'homme s'y rapproche de l'homme avec sincérité, émotion, confiance et foi. L'esprit de sacrifice y règne avec une intensité presque inquiétante. Nulle part se manifestent autant l'ardeur et la ferveur humaines. Les relations y sont dépouillées de toute lourdeur. Paroles souples et justes. Sentiments complexes et raffinés. Politesse aisée et charmante. Audace dans l'idée et dans l'espoir. Bel idéal de liberté et de beauté. Jamais je ne sentis la fièvre de se perfectionner battre d'un tel pouls. Le peuple qu'elle brûle recèle en lui des possibilités de développement et de puissance presque infinies. Vraiment l'Allemagne fait pauvre figure avec sa science courte, avec son organisation durcie, avec ses préoccupations uniquement matérielles quand, un seul instant, on l'éclaire sous l'admirable et fulgurante lumière russe.

Voilà, chère Madame, ce que grâce à la lettre-préface que vous avez bien voulu me demander, vous m'avez permis d'écrire à la louange de tant d'amis que j'ai le bonheur de posséder en votre pays. Je vous en remercie de tout mon cœur et vous prie d'agréer tous mes hommages.

Bien à vous

Em. Verhaeren.



Depuis que je suis en Russie, il me semble que le mot de la langue française le plus utile & le plus agréable est le mot merci. Vous autres Russes vous manifestez votre sympathie de manière si vive & si large que ce mot merci se souille pour moi toute sa banalité coutumière & devient comme le mot le plus nécessaire du langage.

Et je veux le relever en vous l'adressant ce soir de tout ce que j'y puis mettre de chaleur & de ferveur pour qu'il aille à chacun de vous - mais surtout à vous Messieurs qui m'avez dit tant de choses inoubliables - apporter quelque chose de mon cœur.

Votre littérature est une littérature de sympathie ardente & de poésie magnifique vos grands auteurs ont comme chargé & approfondi l'émotion humaine. Je le sais en quittant mon pays grâce à vos livres; aujourd'hui je le sais mieux encore grâce à toutes vos mains tendues.





*Maître!*

La Société littéraire russe souhaite la bienvenue au grand poète Emile VERHAEREN.

Vos livres inspirés par les idées de fraternité et de solidarité sont familiers à tous les peuples.

Nous y trouvâmes ce qui nous était propre à nous lorsque nous lisions, dans le courant des années orageuses en Russie, Vos poèmes — La Révolte, Le Forgeron, Le Tribun, La Foule. Aucun des poètes contemporains n'a su peindre les Forces Tumulueuses avec cette vigueur qui dérive de Votre talent, qui Vous sied si bien, Vous qui savez avec une tendresse infinie glorifier la nature et l'humanité.

Le poète-tribun ne craint pas la foule, il ne la cajole point, il sait qu'il ne faut jamais désespérer du peuple et c'est avec lui qu'il marche vers les temps nouveaux, aux victoires — „à travers la terreur en étendards de joie“.

Dans les „Rubens“ Vous nous avez montré la foule engagée dans une lutte suprême, dans „Hélène de Sparte“ Vous avez mis en juxtaposition la foule et la beauté divine.

Vos Villes Tentaculaires sont pleines de vie qui se débat fiévreusement et crée un monde nouveau sorti des cendres et du sang. De belles idées lumineuses planent audessus des sombres villes et le cœur du poète flamboie, s'élève, s'élargit dans le tumulte de la foule.

Votre poésie s'accorde pleinement à ce que Vous disiez de la sculpture de Constantin Meunier: elle est l'expression de l'heure actuelle, de ce qui vibre dans l'air, c'est la poésie de l'avenir.

N'étiez Vous pas aussi „une goutte heureuse“ de l'Océan orageux et n'avez Vous pas incarné dans Vos vers flamboyants cet enthousiasme qui soulève les peuples!

Le discours d'un tribun s'est transformé en vers harmonieux bercés par des allitérations et par des assonances comme une musique divine. Votre vers libre est bien l'incarnation de la vie mouvementée des villes, de la pulsation fiévreuse de notre vie moderne. C'est, certes, dans la poésie d'Emile Verhaeren que nous reconnaissons les voix de la nature, de l'humanité, du tumulte des villes, d'un cœur ardent, et nous y entendons de même — „le vent sauvage de Novembre“, „la neige qui tombe infiniment, monotone“, et „la longue pluie — à travers le jour gris...“

Vous avez enthousiasmé la jeunesse russe, la nouvelle démocratie d'un peuple nouveau qui Vous a rendu son hommage lors de Votre jubilé.

Nous souhaitons aujourd'hui que l'enthousiasme d'Emile Verhaeren trouve de même un chaleureux accueil et résonne dans les cœurs aimants, pleins d'élan et d'abnégation de la Russie à venir.

Salut au poète que nous admirons, que nous aimons et que nous sommes heureux de considérer comme un des nôtres.



4. Depuis que je suis en Russie, il me semble que le mot de la langue française le plus utile et le plus agréable est le mot MERCI. Vous autres Russes vous manifestez votre sympathie de manière si vive et si large que ce mot merci dépouille pour moi toute sa banalité coutumière et devient comme le mot le plus nécessaire du lang(u)age.

Et je veux le rehausser en vous l'adressant ce soir de tout ce que j'y puis mettre de chaleur et de ferveur pour qu'il aille à chacun de vous — mais surtout à vous Messieurs qui m'avez dit tant de choses inoubliables — apporter quelque chose de mon cœur.

Votre littérature est une littérature de sympathie ardente et de pitié magnifique, vos grands auteurs ont comme élargi et approfondi l'émotion humaine. Je le savais en quittant mon pays grâce à vos livres; aujourd'hui je le sais mieux encore grâce à toutes vos mains tendues.

5. ... Grâce à M. Grabar je fis connaissance avec la peinture russe moderne et avec la peinture ancienne. Que de belles heures d'enthousiasme je lui dois. Il m'a guidé à travers son musée; il m'y a charmé et surtout il m'a instruit. Grâce à lui, j'apprécierai dorénavant l'art des Drogine (25) où je surprends l'influence française, l'art des Rokotoff où s'indique l'influence anglaise et les Levitsky et Borovikowski dont le talent me semble égaler sinon surpasser celui de maint peintre haut coté dans les collections occidentales. Chez eux se surprend le dessin impeccable et surtout la caractérisation parfaite d'une physiologie. Ils analysent et ils résument. Ils savent faire parler des yeux, donner une signification à un front, un nez et des lèvres et faire se mouvoir dans le cercle étendu des sentiments tus ou avoués, l'immobilité apparente des visages. Qu'elle est vivante l'image de cette VIEILLE DAME que peignit Kiprensky et combien est admirable cette étude de JEUNE HOMME clair et ardent que signa Egoroff ! Avec Bruloff le romantisme apparaît dans le portrait russe. Rien n'est plus varié ni plus séduisant que l'art de Tropinine. Telle esquisse semble être brossée par Velasquez ou par Frans Hals. Voici une œuvre que l'on croirait sortie d'un atelier d'Italie. Pourtant dans cette image de femme que coiffe un énorme chapeau à double plume blanche et que l'on croit être le portrait de la comtesse Souboff, Tropinine s'affirme un maître ouvrier et un maître observateur (\*). Sa main n'a pas une défaillance et son esprit est d'une pénétration ardente. Toute la vie d'une dame est condensée dans cet admirable et décisif portrait. Les intimistes russes modernes, entre autres Somoff, peuvent se réclamer d'ancêtres remarquables. Je ne sache rien, parmi les tableautins hollandais de plus méticuleusement ni de plus soigneusement peint que la VEUVE et le MARIAGE de Fedotoff. La robe de deuil, ici, la robe de soie, là-bas sont traitées comme par Terburg, Dow ou Metz. Les reflets les plus fuyants y sont fixés, les plis les plus quotidiens y sont marqués ; tout y est pris sur le vif, en pleine vie. A côté de Fedotoff et le précédant comme intimiste, s'inscrit Vénétianoff dont le pinceau scrupuleux et ferme est plus sûr

(25) Le nom de ce portraitiste du 18<sup>e</sup> s. est en réalité Drogdine. C'est vraisemblablement le « Portrait de jeune homme en bleu » (1775) qu'a vu Verhaeren.

encore. Voilà vos prédécesseurs, délicieux et quelquefois licencieux Somoff dont j'admirai longuement la FEMME EN BLEU et plus longuement encore la FEMME EN ROSE. Assise sur un canapé blanc, en robe souple et ample, votre COQUETTE noue d'un geste précieux un ruban orangé autour de son cou. Ses mains sont si expertes à faire le nœud que la gauche n'a même pas besoin de lâcher le petit éventail qu'elle tient entre les doigts. Tout est aisé et familier et distingué dans ce tableau-tin; la touche en est savante; la couleur fine et charmante; la réussite parfaite. Pourtant rien n'y sent l'afféterie et le visage un peu rébarbatif du modèle empêche que l'on rapproche cette authentique œuvre d'art d'une banale fade et polie peinture à la mode.

Benois tout comme Somoff aime les scènes soit galantes, soit sentimentales qui empruntent leur décor à des parcs anciens pleins de buis taillés et de statues. Ces deux peintres semblent tous les deux prolonger jusqu'à nous en le modifiant, le charme suranné mais exquis d'un dix-huitième siècle fantaisiste.

Par contre, Grabar et parfois Perepletschikoff quand il se rapproche du premier, peignent la nature frustrée et rude que la neige recouvre et illumine. Ils emploient leur adresse à nuancer de mille teintes opalines l'immaculée blancheur de l'hiver russe, là bas, dans les banlieues ou plus loin dans les campagnes et les plaines.

Vroubel se présente à l'attention comme un peintre de large importance. Avec le vieil Yvanoff, il s'élève à un plan supérieur d'où il domine la peinture de son temps. Certes je mets quelque réserve à l'admiration entière que je voudrais lui vouer. Certain portrait que je vis à la galerie moderne de Moscou, me parut n'être que papillotage et déchiquetage. Sous prétexte de traduire l'impression d'une étoffe chatoyante, le peintre sacrifiait tout à son habileté et le tableau n'était plus qu'émiettement. Mais j'admire de tous mes yeux et de toute mon intelligence le VIEUX FAUNE que Vroubel imagina. C'est une merveilleuse création de poète et de peintre. Ce sylvain là concentre en son être toute la nature agreste et puissante. Ce n'est plus un homme aux pieds fourchus, c'est vraiment une émanation des eaux, des forêts et des prés. Pour faire surgir dans l'art une aussi grande et immémoriale figure, il faut penser et sentir comme les beaux artistes de la Renaissance et de la Grèce sentaient. Il faut être un cerveau qui commande à une main savante et à des yeux magnifiques.

Dirais-je encore mon goût pour l'art si spécial de Doboujinsky. La symétrie des objets admirablement peints m'attire vers ses toiles et me retient à en surprendre le détail miraculeusement rendu. Je connais un INTERIEUR de Petroff, dans la collection Hirschmann, qui me captive par sa minutie, sa régularité, son équilibre et son coloris. Aussi longtemps que l'école russe produira de tels maîtres, elle sera sans rivale dans l'art de la décoration théâtrale et dans le rendu à la fois précis et poétique des milieux bourgeois ou patriciens...

---

(\*) En fait, il s'agit sans doute du portrait de jeune femme du peintre Kramskoi (J.B.).



# Livres



## Gramsci dans le texte

En 1959, les *Editions Sociales* publièrent un fort volume d'*Œuvres Choisies* d'Antonio Gramsci traduites et annotées par Gilbert Moget et Armand Monjo. Cette anthologie, qui constitua pendant de longues années la principale voie d'accès à l'œuvre de Gramsci pour les lecteurs de langue française, était épuisée depuis longtemps. La réédition de ces textes répond donc à un besoin.

*Gramsci dans le texte* ne se borne toutefois pas à reprendre l'essentiel de l'édition précédente. En 1959, Gramsci était peu connu en dehors de l'Italie. Dans sa préface à ses *Œuvres choisies*, Georges Cogniot s'appliqua donc à situer Gramsci en montrant le caractère exemplaire de sa vie et de son œuvre. Aujourd'hui, Gramsci n'est plus un inconnu en France. Une dizaine de livres et d'innombrables articles de revue lui ont été consacrés et il n'est plus nécessaire de raconter sa vie. François Ricci, qui s'est chargé de cette nouvelle édition, s'est donc fixé pour but de montrer un *Gramsci sans légende*. Dans une introduction intelligente et subtile, il rectifie avec à propos certaines interprétations discutables de la pensée gramscienne dont il souligne le caractère essentiellement dialectique.

*Gramsci dans le texte* reproduit quelques écrits de jeunesse (notamment le célèbre article *La Révolution contre « Le Capital »* de novembre 1917), des textes de la période de l'*Ordine Nuovo* (1919-1920) ainsi qu'un court extrait de son essai sur la *Question méridionale*, manuscrit inachevé au moment de son arrestation, le 8

novembre 1926. Les textes des années 1923-1926 ont été laissés de côté car il feront l'objet d'une publication ultérieure.

L'essentiel de l'ouvrage est donc centré sur les *Cahiers de prison*. La plupart des textes figurant dans la première édition ont été repris et de nombreux autres ont été ajoutés. Comme dans l'édition précédente, établie en partant de l'édition italienne publiée en 1948-1951 par Einaudi, ces textes sont classés par thèmes. Une amélioration a toutefois été apportée. Grâce aux indications fournies par Valentino Gerratana, qui a établi une édition critique des *Cahiers* respectant leur ordre chronologique qui est en voie de publication, les textes sont datés. C'est d'autant plus important pour suivre l'évolution de la pensée de Gramsci que ces textes qu'il rédigea en prison n'étaient pas destinés à la publication. C'étaient des notes rédigées pour son usage personnel afin de préciser ses idées, des notes qui n'avaient, comme il l'a dit, qu'un « caractère provisoire » et n'étaient souvent qu'« une première approximation ».

Cela rend parfois leur lecture assez difficile et, même quand il s'agit de chapitres élaborés, ces textes réclament une attention soutenue car les problèmes que Gramsci examine avec une perspicacité exceptionnelle sont complexes, précisément parce qu'il s'agit de problèmes réels et que la réalité ne se réduit pas à des formules simplistes. Mais si la lecture de ce gros volume exige un certain effort, cet effort trouve sa récompense car la pensée de Gramsci reste, aujourd'hui encore, stimulante et riche d'enseignements.

**P. J.**

Editions Sociales, Paris. Un volume de 800 pages, 60 francs français.

# Histoire générale du socialisme

Cet ouvrage comble une lacune importante dans l'histoire du socialisme en langue française, et constitue la preuve vivante de la pénétration des idées socialistes dans un monde qui lui fut longtemps hostile et clos, le monde universitaire.

Ce premier tome accorde une place importante aux projets de sociétés idéales qui furent élaborés, pensés, imaginés depuis l'Antiquité jusqu'au début du XIX<sup>e</sup> siècle, époque de la révolution industrielle ; ces projets furent multiples et virent le jour aussi bien en Europe qu'en Asie. Avec la révolution industrielle et la naissance de la classe ouvrière, les utopies laissent lentement la place aux luttes entre le capital et le travail : en Angleterre d'abord où le chartisme fut la première expression vivante de la lutte des classes, en Belgique ensuite où les premiers syndicats apparurent à Gand dès 1857, en France et en Allemagne. Mais l'utopie reste présente et des projets de société communautaire prennent naissance : ceux de l'industriel philanthrope Robert Owen en Ecosse, ceux des disciples de Fourier et de Saint-Simon qui sont appliqués dans le Nouveau-Monde où des millions d'émigrants ont cru pouvoir bâtir un monde nouveau.

Une place à part est attribuée à l'histoire de l'Association internationale des travailleurs (1864-1876) ou 1<sup>re</sup> Internationale, qui eut une vie brève et se disloqua entre autres à cause des dissensions entre partisans de Marx et de Bakounine. C'est une des critiques que nous formulerons à ce chapitre : considérer l'histoire de l'Internationale au travers de ces dissensions constitue une simple redite de tout ce qui a déjà été dit jusqu'à présent sans fournir de données concernant l'impact politique de l'A.I.T. Quelle fut son influence sur la classe ouvrière et sur la classe bourgeoise dont certains éléments (les libéraux progressistes en Belgique, par exemple) reprirent la revendication du suffrage universel ?

Jean Bruhat consacre également un chapitre à « La place du **Capital** dans l'histoire du socialisme ». Ajoutons aussi que la plupart des collaborateurs, professeurs d'université, se réclament à des titres divers des divers courants de la pensée socialiste au XX<sup>e</sup> siècle : cela aussi est un fait nouveau.

**B. DANDOIS.**

*Histoire générale du socialisme* (publiée sous la direction de Jacques Droz). Paris, P.U.F., 1972. Tome I : Des origines à 1875 (658 p.).

## Les marxistes et la question nationale 1848-1914

Les auteurs de cette anthologie ont tenu à justifier dans la préface le fait qu'ils utilisent le terme « marxistes » et non « marxisme » ; en effet, ce sont les différents courants et penseurs socialistes qui se réclament de la pensée de Marx et d'Engels qui sont présentés ici.

Marx et Engels d'abord qui ont accordé une grande place à la question nationale qui joua un rôle primordial dans l'histoire européenne au XIX<sup>e</sup> siècle : c'est dans le cadre de la lutte politique qu'ils menèrent au sein de l'A.I.T. (ou 1<sup>re</sup> Internationale) que Marx et Engels précisèrent leurs positions quant à l'indépendance de la Pologne et de l'Irlande et ils introduisirent dans le **Programme de l'A.I.T.** le droit à l'autodétermination de la Pologne.

Karl Kautsky ensuite, considéré jusqu'en 1914 comme le « gardien » de l'orthodoxie marxiste (il avait été chargé par Fr. Engels de publier les manuscrits inédits de Marx et notamment le tome IV du **Capital** connu sous le titre de **Théories sur la plus-value**) répond à Otto Bauer, représentant de l'austro-marxisme et auquel répond le célèbre article de J. Staline **Le marxisme et la question nationale** paru en 1913, année où Lénine commence une série d'articles et d'essais concernant les problèmes nationaux et dans lesquels il dis-



cutera les positions prises par la socialiste allemande d'origine polonaise, Rosa Luxemburg.

L'anthologie comprend aussi des textes de Karl Renner (1870-1950) qui fut président de la République autrichienne, d'Anton Pannekoek (1873-1960), un astronome qui fut le porte-parole de la gauche marxiste néerlandaise avant 1914 et le théoricien gauchiste du communisme des conseils (1), de Josef Strasser (1870-1935) qui mit notamment la social-démocratie autrichienne en garde contre la pénétration de l'idéologie nationaliste et fut un adversaire du fédéralisme, de James Conolly (1868-1916) socialiste qui tenta une synthèse entre lutte de libération nationale irlandaise et lutte de classe et fut exécuté après le soulèvement des Républicains irlandais à Pâques 1916.

#### B.D.

G. Haupt, M. Lowy et Cl. Weill  
*Les marxistes et la question nationale: 1848-1914*. Paris, F. Maspero, 1974 (Bibliothèque socialiste, n° 27). 391 p.

(1) Les principaux textes de ce théoricien que Lénine a sévèrement critiqué dans *La maladie infantile du communisme*, ont été rassemblés par Serge Bricianer; cf. *Pannekoek et les conseils ouvriers*. Paris, 1969 (301 p.).

## Marx et les communistes allemands à Paris

C'est dans le cadre d'une étude d'ensemble consacrée à l'émigration allemande en France que l'auteur publie cette étude sur le journal *Vorwärts* qui n'eut qu'une vie très brève : du 1er janvier au 31 décembre 1844. A Paris, Marx et Arnold Ruge, tous deux membres de la gauche hégélienne, avaient déjà fait paraître les *Annales franco-allemandes* (Deutsch-französische Jahrbücher). Le *Vorwärts* joua un rôle important non seulement dans cette émigration allemande (il y avait à l'époque près de 40.000 Allemands dans la capitale française) mais aussi dans l'élaboration de la doctrine socialiste : y collaborèrent, en plus de Marx et Engels, Ruge, Proudhon, Bakounine, le poète Henri Heine

qui y fera paraître ses célèbres poèmes sur les tisserands silésiens, Hermann Ewerbeck, Moses Hess qui fut socialiste (il écrivit un *Catéchisme rouge* qui peut être considéré comme une des sources du *Manifeste du parti communiste*) et aussi sioniste, Wilhelm Weitling, un tailleur qui joua un rôle important dans la *Ligue des Justes* (qui se transformera en *Ligue des communistes*) mais dont Marx se sépara, Wilhelm Wolff surnommé « Lupus » à qui Marx dédia *Le Capital* et qui vécut à Bruxelles en même temps que lui.

J. Grandjonc retrace en détail l'histoire de cet important journal, publie les principaux articles qui y parurent, donne la liste des auteurs qui fournirent une contribution, ainsi qu'un inventaire de la presse de l'émigration allemande : il cite notamment la *Deutsche-Brüsseler Zeitung* qui parut dans notre pays de janvier 1847 à février 1848. Signalons à cette occasion qu'une réédition fac-similé de ce dernier journal avec une notice historique et des documents annexes sortira bientôt de presse : nous en reparlerons bientôt.

#### B.D.

Jacques GRANDJONC. *Marx et les communistes allemands à Paris. Vorwärts 1844*. Paris, F. Maspero, 1974 (Bibliothèque socialiste, n° 26) 264 p.

## La question royale

par Jean Duvieusart

Vingt-cinq ans après les grèves de l'été '50, la question royale suscite encore de l'intérêt et divers témoins-acteurs prennent la plume pour exposer leur version des événements. M. Duvieusart, Premier ministre du gouvernement PSC homogène de l'époque, est le dernier en date. Estimant que certains ouvrages récents contiennent des « accusations injustement injurieuses » qu'il ne peut tolérer, il apporte à son tour son témoignage.

L'ouvrage qu'il consacre à *La question royale* en rappelle l'origine et les péripéties. Si les précisions que M. Duvieusart fournit

sur les contacts et les divers entretiens qu'il eut pendant la crise de l'été '50 n'apportent rien de vraiment nouveau, elles constituent néanmoins des pièces à verser à un dossier resté jusqu'ici incomplet.

L'intérêt de ce témoignage résulte toutefois surtout de ce qu'il révèle sans que son auteur ne l'ait voulu : la façon dont « les princes qui nous gouvernent » dirigent le pays, leur méconnaissance totale des réalités. Tout se passe en conciliabules discrets et entretiens entre notables entrelardés de discours au parlement et de réunions du conseil des ministres. L'état d'esprit réel de la population, les raisons profondes qui poussent les masses populaires à manifester et à partir en grève pour obtenir l'abdication de Léopold III, M. Duvieusart et ses collègues les ignorent. Pour eux, il s'agit d'un « complot ». Coupés des réalités, ils se basent sur les rapports confectionnés par la Sûreté.

Et aujourd'hui encore, M. Duvieusart, devenu entre-temps vénérable du RW, croit toujours dur comme fer à ces rapports, si bien

qu'il les reproduit en annexes, une trentaine de pages édifiantes. N'y trouve-t-on pas la révélation d'un « plan communiste » visant à incendier le château de Laeken en mobilisant dans ce but des anciens P.A. et même des anciens combattants de l'Espagne républicaine ! Et des indications aussi farfelues sur « le dernier des moyens de lutte » envisagé par le parti socialiste : la constitution, en recourant même à la guerre civile, d'un « gouvernement wallon » auquel des personnalités libérales et même PSC auraient donné leur accord !

Que des pandores obtus soient payés pour rassembler de telles sornettes laisse rêveur. Mais qu'un Premier ministre ait pu, comme M. Duvieusart le rappelle, donner gravement lecture de tels rapports de la Sûreté au conseil des ministres pour dénoncer « l'action révolutionnaire » qui se développait dans le pays est inquiétant.

**P. J.**

Editions du CRISP, Bruxelles. Un volume de 232 pages, 360 francs.

# Hebdo 75

Vraiment hebdomadaire  
depuis le 22 octobre

Abonnements : 1.400 F par an (1.200 F pour les moins de 25 ans)  
en une ou deux tranches au compte 068-054210-13 (Crédit Communal)  
d'Hebdo 75.



A paraître dans de prochaines livraisons :

- Notes sur l'armée belge
- La condition féminine en République démocratique allemande
- Classes sociales et héritage culturel
- Quel statut pour la RTB ?
- L'Université en crise
- Aspects du travail féminin en Belgique
- Une nouvelle culture en Hongrie

Au sommaire de quelques récents numéros  
(qu'on peut obtenir en versant 50 F)

- **Le point sur la crise,**  
par Pierre Joye
- **Cu'est-ce que le compromis historique ?**  
par Jacques Moins
- **Biographie de Julien Lahaut**  
par Maxime Steinberg
- **Les tares de l'A.M.I.**  
par Jacques Lemaitre
- **L'A.M.I. et les médicaments,**  
par René Deroux
- **Le Portugal et la gauche européenne,**  
par Rosine Lewin
- **Dubrunfaut parle de l'art mural**

**L'abonnement annuel aux Cahiers marxistes**

(dix livraisons) pour 1976

**reste fixé à 400 F,**

montant qui se réduit à 200 F pour les moins de 25 ans.

**Abonnez-vous ou réabonnez-vous sans tarder**

**Faites connaître les C.M. autour de vous**

**Aidez-nous à étendre la diffusion des C.M.**

**et envoyez-nous vos suggestions et observations sur le contenu de la revue.**

Adresse : 20, avenue de Stalingrad, 1000 Bruxelles

CCP N° 000 0188745 80 de la Fondation J. Jacquemotte,

20, av. de Stalingrad, 1000 Bruxelles.

Auteur-éditeur responsable et correspondance :

Rosine Lewin / rédacteur en chef

Avenue de Stalingrad, 18-20, 1000 Bruxelles

**50 F**